

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 11 février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°313 ■

NADIR LARBAOUI,
PREMIER MINISTRE
«Le Président
Tebboune, déterminé
à mener une réforme
globale de l'État»

P 16

LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'INVESTISSEUR LANCÉE

Une nouvelle ère pour l'investissement

Tant attendue par les investisseurs et opérateurs économiques, la plateforme numérique de l'investisseur est lancée officiellement depuis jeudi dernier. Les demandes et l'octroi du foncier économique se font désormais à distance. C'est une avancée majeure dans le processus de dématérialisation et de modernisation de l'acte d'investir. En effet, une nouvelle ère s'ouvre pour l'investissement. Maintenant, toutes les conditions sont réunies pour le lancement effectif des projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI). P 3



ENTREPRENEURIAT

Formation de 700 étudiants porteurs de projets innovants

La première session de formation au profit des responsables et des étudiants inscrits au niveau des centres universitaires d'entrepreneuriat a été lancée, hier samedi, au niveau de la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger.

P 2

CONSTRUCTION NAVALE

L'Algérie va exporter des navires de pêche



Si l'industrie navale a un impact considérable sur l'économie nationale, c'est la réponse d'une politique entreprise par les pouvoirs publics de créer un environnement propice à l'essor du secteur de la construction et la réparation navales. Aussi, la 9e édition du SIPA, qui se tient cette année sous le slogan "Pour une sécurité alimentaire durable", représente un événement important, est un tremplin important pour valoriser la technique et la maîtrise du « Made In Algeria ».

P 5

INDUSTRIE GAZIÈRE EN ALGÉRIE

D'importants investissements consentis par Sonatrach en 60 ans

L'Algérie a réussi à bâtir une industrie gazière parmi les plus développées dans le monde, grâce aux importantes réserves existantes et aux projets d'investissement colossaux consentis, faisant d'elle, aujourd'hui, un fournisseur fiable et sûr de cette énergie à l'échelle internationale, en renforçant les exportations, tout en continuant à répondre aux besoins nationaux croissants.

P 3

Afrika[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE
COÏNCIDE AVEC
SIPSA[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

DJAZAQUA[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

ALGÉRIE-RUSSIE

Tenue
de la première
session des
consultations
politiques

La première session des consultations politiques algéro-russes s'est tenue vendredi à Moscou (Russie), sous la coprésidence du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounes Magramane et de son homologue, Représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'activation des dispositions de la Déclaration du partenariat stratégique approfondi signé à Moscou, à l'occasion de la visite d'Etat qu'avait effectuée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en juin dernier en Russie, précise la même source. Cette session permettra d'« examiner les voies et moyens de renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale dans différents domaines », et de procéder à « un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun ».

ENTREPRENEURIAT

Formation de 700 étudiants
porteurs de projets innovants

La première session de formation au profit des responsables et des étudiants inscrits au niveau des centres universitaires d'entrepreneuriat a été lancée, hier samedi, au niveau de la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger.

Par Sirine R

Intervenant à cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur M. Kamel Baddari a assuré que 102 responsables des centres d'entrepreneuriat ont été formés au cours de cette année, en plus du lancement d'une session de formation au profit de 700 étudiants issus de différentes universités du pays, porteurs de projets innovants et startups. « Nous visons la formation de 3700 étudiants au cours de cette opération, avec comme objectif de développer les connaissances des étudiants dans le domaine de l'économie de la connaissance et des startups » a-t-il souligné. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, son secteur travaille avec le ministère de l'Economie du savoir pour développer les compétences entrepreneuriales de l'étudiant conformément aux privilèges de l'Université algérienne moderne. Pour sa part, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualidi, a annoncé la mise en place d'un programme de formation spécial au profit des étudiants en

plus de la création de centres d'accompagnement pour les centres universitaires d'entrepreneuriat. « Nous avons tracé trois objectifs pour l'université, à commencer par la sensibilisation, la formation et enfin l'accompagnement des étudiants pour la concrétisation de leurs projets. Nous voulons transformer l'université algérienne en un moteur pour l'économie et un fief d'entrepreneuriat » a-t-il souligné. Le ministre a fait savoir que l'entrepreneuriat en milieu universitaire a enregistré une amélioration durant ces deux dernières années, mais « nous devons poursuivre nos efforts afin d'atteindre les objectifs fixés ». Il a révélé que de grands efforts sont déployés par les ministères de l'Enseignement supérieur et des startups pour sensibiliser les étudiants à l'importance de l'entrepreneuriat, notant que l'objectif de cette session est de former dans le domaine de l'entrepreneuriat, d'accompagner les étudiants et de leur permettre de réaliser leurs projets. « Plusieurs campagnes de sensibilisations ont été effectuées durant l'année universitaire précédente, touchant pas moins de 100 000 étudiants. Pour cette année, nous visons la sensibilisation de 700

000 étudiants à travers le pays sur l'importance de l'entrepreneuriat », dira-t-il. Le ministre a rappelé également, lors de son intervention, le lancement de la plateforme numérique de l'auto-entrepreneur mi-janvier 2024. Jeudi, dernier, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a fait état depuis Annaba "d'une proposition de création d'un pôle technologique national dans cette wilaya par l'exploitation de l'immeuble ENSID inutilisé depuis 20 ans à Chaïba, dans la commune de Sidi Amar". Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de cet immeuble après avoir présidé l'ouverture de la foire algérienne de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique à l'hôtel Sheraton Annaba, le ministre a indiqué que « l'investissement dans ce bâtiment par la création d'un pôle technologique national permettra aux start-up, aux entreprises innovantes et aux acteurs de l'économie numérique du pays d'échanger et de développer leurs compétences dans la maîtrise des technologies pour le développement des activités innovantes ».

GHARDAIA

Réouverture des marchés à bétail

Les marchés à bétail et points de vente dans la wilaya de Ghardaia ont repris officiellement leurs activités commerciales, ce weekend, après une fermeture de plus de deux mois, a-t-on appris,

samedi, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette reprise d'activité notifiée par un arrêté du wali de Ghardaia, intervient après une fermeture de près de deux mois pour des raisons liées à

la protection du cheptel contre la fièvre aphteuse, qui s'est déclarée dans quelques régions du pays, a fait savoir le responsable du réseau de surveillance épidémiologique de l'inspection vétérinaire de la wilaya,

Dr Ishak Ketila. Et d'ajouter que cette autorisation de reprise d'activité commerciale des marchés et points de vente de bétail est assujettie au maintien du dispositif de surveillance, de prévention et de

lutte contre cette zoonose, précisant que le mouvement et le déplacement des animaux est soumis aussi à l'exigence d'un certificat sanitaire de vaccination délivré par les services vétérinaires.

2E SOMMET DE LA FINTECH ET DE L'E-COMMERCE

Plus de 100 exposants attendus à Alger début mars prochain

La deuxième édition du Sommet de la fintech et de l'e-commerce en Algérie (AFES 2024) qui traitera notamment des sujets tels que l'e-paiement, les néo-banques et assurances, la cyber-sécurité, l'intelligence artificielle, l'e-logistique et le crowdfunding, se tiendra du 5 au 7 mars prochain à Alger, avec la participation de plus de 100 exposants, ont indiqué jeudi les organisateurs. L'événement a pour objectif principal de contribuer au développement de l'activité de l'e-

commerce et du paiement en ligne en Algérie, a souligné le directeur général de la startup "Guiddini", organisatrice de la rencontre, Mourad Mechta, lors d'une conférence de presse tenue à Alger. Le Sommet qui se veut un espace de débat autour des sujets d'actualité relative à la fintech (technologie financière) et à l'e-commerce, ambitionne aussi d'offrir l'opportunité de tisser des liens entre de potentiels partenaires et clients, selon M. Mechta. Cet événement est dédié à toutes entités

privées ou publiques faisant partie de l'écosystème de la technologie financière et du commerce en ligne y compris les institutions financières, les banques, les assurances, les web-marchands, les startups, les hébergeurs, les prestataires de services de livraison et de logistique. Parmi les nouveautés de cette édition, la mise en place d'un guichet unique de l'e-commerce visant à conseiller et guider les porteurs de projets dans ce secteur, un espace dédié aux startups "startup village" ainsi

qu'un espace dédié aux web-marchands. Plus de 20 sessions de conférences et d'ateliers pratiques autour de différentes thématiques liées à la fintech seront animés au cours de cet événement organisée sous le parrainage du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, et du ministre de la Poste et des Télécommunications.

R E

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'INVESTISSEUR LANCÉE

Une nouvelle ère pour l'investissement

Tant attendue, par les investisseurs et opérateurs économiques, la plateforme numérique de l'investisseur est lancée officiellement depuis jeudi dernier. Les demandes et l'octroi du foncier économique se font désormais à distance. C'est une avancée majeure dans le processus de dématérialisation et de modernisation de l'acte d'investir. En effet, une nouvelle ère s'ouvre pour l'investissement. Maintenant, toutes les conditions sont réunies pour le lancement effectif des projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI)

Par Sirine R.

Le directeur général de cette Agence, Omar Rekkache, a annoncé, la mise à disposition de plus de 900 assiettes foncières relevant de l'Etat, réparties sur 22 wilayas, dans l'objectif de réaliser des projets d'investissement, à travers la plateforme numérique de l'investisseur, avec l'augmentation progressive de l'offre durant la prochaine période. Les assiettes proposées augmenteront « progressivement » pour englober les wilayas restantes, d'autant plus que « la plateforme est mise à jour de manière continue et permanente, en sus de nouveaux fonciers aménagés et exploitables », a-t-il expliqué, ajoutant que la plateforme numérique de l'investisseur « sera l'unique moyen officiel et exclusif pour proposer le foncier et traiter les demandes pertinentes ». Ces assiettes concernent des fonciers ayant été livrés par la Direction générale du domaine national (DGDN) et des actifs issus de la liquidation des entreprises publiques, qui sont toutes « des assiettes totalement assainies et directement exploitables », a fait savoir M. Rekkache qui a rassuré les investisseurs et les porteurs de projets concernant la disponibilité de l'offre foncière pour réaliser des milliers de projets. A cela s'ajoute l'offre foncière au niveau des zones industrielles et des zones d'activités aménagées par l'Agence nationale d'intermédiation et de régula-

tion foncière (ANIREF), et la Société Holding des Industries Locales (Divindus). Par ailleurs, les services de la DGDN s'emploient à examiner la situation juridique des assiettes foncières dans les nouvelles villes ainsi que leur exploitabilité, sans entraves, ni restrictions, a-t-il soutenu. M. Rekkache a affirmé qu'après leur installation, les agences chargées de l'aménagement (foncier industriel, touristique et urbain) seront les principaux fournisseurs du portefeuille foncier de l'agence en biens exploitables, soulignant que le succès de l'opération est tributaire de l'efficacité des opérations d'aménagement.

Examen de la demande en moins de 15 jours

Le directeur a également insisté sur l'importance de la coordination avec les walis ayant permis la constitution du premier portefeuille proposé, outre le rôle joué par l'Agence spatiale algérienne (ASAL) dans l'opération. Lors d'une conférence de presse animée après la cérémonie de lancement, M. Rekkache a affirmé que la gestion numérique des demandes d'octroi de foncier économique permettrait d'augmenter « de cinq fois, au moins », le nombre de projets d'investissement enregistrés auprès de l'agence, ce qui doit être accompagné d'un rôle plus important des banques. Selon les explications données à cette

occasion, le porteur de projet, désireux de bénéficier d'une assiette foncière relevant de l'Etat pour l'investissement, doit accéder à la plateforme et choisir une offre foncière, pour entamer ensuite les préinscriptions à travers l'introduction des informations relatives au projet d'investissement, et ce, durant la validité de l'offre fixée à 30 jours. L'examen de la demande se fait automatiquement, et ce, dans un délai de 15 jours à partir de la date d'expiration de la validité de l'offre. Tout candidat qui juge être « lésé » peut adresser une lettre de doléance à l'Agence, et dans le cas où la réponse de celle-ci serait négative, le candidat pourra introduire un recours devant la Haute commission nationale des recours liés à l'investissement, qui statuera dans un délai ne dépassant pas un mois à partir de la date de sa notification. L'Agence remettra la décision définitive d'octroi du foncier après l'expiration des délais de recours et sur la base des décisions de la Haute commission des recours. Après les 48 heures qui suivent la décision définitive, l'investisseur est invité à souscrire au cahier des charges fixant les clauses et les conditions d'octroi de la concession de gré à gré convertible en cession. Au final, le contrat de concession sera établi par le directeur du Domaine national territorialement compétent, et ce, dans un délai de 8 jours à partir de la date de sa notification par l'Agence.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ Un espace d'échange d'idées sur le marché mondial

Des experts du domaine de l'énergie ont affirmé jeudi, à l'Université de Boumerdes, que le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), dont le 7e sommet se tiendra du 29 février au 2 mars prochains à Alger, va constituer un "espace important et vital" pour l'échange d'idées, d'expériences et de visions sur le marché mondial du gaz. "L'importance de ce Forum réside aussi dans le fait qu'il offre des opportunités pour analyser la réalité du secteur du gaz, à l'échelle mondiale, au même titre que son avenir, à la lumière des changements et des crises en cours de par le monde", ont estimé ces experts dans leurs interventions à la 3e et dernière journée de la session de formation organisée au profit de journalistes, en perspective de la couverture du Forum. L'expert international en gaz et économie des hydrocarbures, Belahreche Djamel, a souligné, à l'occasion, que le Forum des pays exportateurs de gaz, dont la création remonte à 2001 et englobant les pays exportateurs de gaz, "n'est pas similaire à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) aux plans des objectifs actuels et futurs, programmes de travail, et autres". Il a ajouté que le domaine du gaz se caractérise par sa "multiplicité et spécificité" aux plans des concepts et terminologie, d'où l'impératif de formation pour les journalistes, afin d'assimiler le domaine et pouvoir l'analyser avec professionnalisme. Après avoir relevé la hausse croissante enregistrée dans la consommation nationale de gaz, l'expert a appelé à "la nécessité de contrôler la hausse locale de la consommation, afin de pouvoir bien gérer les opérations d'exportation, conformément au développement de la production". Pour sa part, l'expert Said Baghloul a estimé que "l'Algérie est, et demeurera, parmi les leaders mondiaux en matière de production et de commercialisation du gaz, en assurant plus de 11% des besoins du marché européen, considéré comme un marché historique pour l'Algérie, en raison de sa proximité et de la facilité d'exportation vers ces pays". Les débats ayant suivis ces communications ont notamment porté sur la clause de connaissance et de contrôle de la destination des produits de la Sonatrach (gaz, pétrole et dérivés) fixée dans tous les contrats signés par la société (Sonatrach) avec ses clients à travers le monde, dont nul n'est autorisé à modifier ou remplacer, sans approbation, quelles que soient les circonstances.

R E.

INDUSTRIE GAZIÈRE EN ALGÉRIE

D'importants investissements consentis par Sonatrach en 60 ans

L'Algérie a réussi à bâtir une industrie gazière parmi les plus développées dans le monde, grâce aux importantes réserves existantes et aux projets d'investissement colossaux consentis, faisant d'elle, aujourd'hui, un fournisseur fiable et sûr de cette énergie à l'échelle internationale, en renforçant les exportations, tout en continuant à répondre aux besoins nationaux croissants. Dès l'indépendance, l'Algérie, qui accueillera, du 29 février au 2 mars, le 7ème Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), avait misé sur le développement de l'industrie gazière en engageant une politique d'investissement soutenue dans le domaine, avec la multiplication des projets dans l'exploration, la production, la liquéfaction et le

transport. Depuis la première découverte d'un champ gazier en 1956 à Hassi R'mel, entrée en production le 1er avril 1961 et le recouvrement de la souveraineté nationale en 1962, l'Algérie n'a pas cessé d'augmenter ses investissements dans ce secteur névralgique. C'est ainsi que fut créée le 31 décembre 1963, la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (Sonatrach), qui allait devenir l'outil de la politique énergétique du pays. Moins d'un an après, l'Algérie se dotait de son premier complexe de liquéfaction de gaz (GL4Z), situé à Arzew, connu sous le nom de "La Camel" (sigle de la Compagnie algérienne de méthane liquide). Après cette lancée, d'intenses démarches étaient alors entamées pour le développement de ce secteur, ap-

puyées par la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, après un long processus de négociations. L'Algérie venait ainsi de récupérer au moins 51% des intérêts des sociétés pétrolières françaises concessionnaires qui opéraient dans le sud du pays et la totalité des champs gaziers en exploitation. En franchissant cette étape décisive, renforcée par la prise en charge de l'aspect formation, d'importants projets avaient été lancés à partir des années 70, englobant notamment la réalisation de nouveaux complexes de liquéfaction, des réseaux de gazoducs internationaux, des canalisations fortement déployées au niveau national, de multiples infrastructures de transport et de traitement ainsi que des ports spécialisés. Cette ambitieuse politique d'investissement a abouti à la hausse de la produc-

tion gazière de l'Algérie, laquelle a dépassé 136 milliards de m3 à fin 2023, alors que l'objectif fixé à l'horizon 2028 est d'atteindre une production de 146,7 milliards de m3, dans la perspective d'assurer la sécurité des approvisionnements et d'augmenter les niveaux d'exportations à près de 100 milliards de m3. Ces niveaux de production ont été obtenus, en outre, grâce à l'exploitation de plusieurs champs gaziers répartis à travers le pays dont certains gisements ont été mis en service dernièrement. Il s'agit, entre autres, du champ de Hassi R'mel, qui reste l'un des plus importants dans le monde et qui bénéficie d'un suivi régulier pour le renforcer, les champs de Rhourde Nouss, d'Alrar (Illizi), de Tinrhert (In Amenas) et Touat, ainsi que les champs de Timimoune.

Synthèse R E.

SONATRACH

**Hachichi
rencontre ses
homologues des
sociétés UNIPER
et VNG**

Le président directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a accordé deux audiences, respectivement à son homologue de la société allemande UNIPER, Mike Lewis, et au président du Conseil d'administration de la société VNG, Ulf Heitmüller, a indiqué vendredi un communiqué du groupe. Ces audiences ont eu lieu, hier jeudi, dans le cadre de la visite en Algérie du Vice-chancelier fédéral allemand, ministre de l'Economie et de la Protection du Climat, Robert Habeck, précise la même source. Ces deux rencontres ont été organisées en marge des tables rondes qui se sont tenues au niveau de l'hôtel El Aurassi autour des thématiques des énergies renouvelables, l'hydrogène vert et le South 2 Corridor, présidées par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le Vice-chancelier fédéral allemand, Robert Habeck, explique le communiqué. M. Hachichi, a reçu son homologue de la société UNIPER pour discuter des éventuelles opportunités de partenariat entre les deux sociétés dans les domaines du gaz et des énergies nouvelles et renouvelables. A noter que UNIPER est une société énergétique spécialisée dans la production de l'électricité et du gaz, ainsi que les énergies propres. Les relations entre Sonatrach et VNG dans le domaine de la commercialisation du gaz, ainsi que les possibilités de leur développement dans l'avenir ont été au menu de la rencontre entre M. Hachichi et M. Heitmüller, souligne le communiqué. Pour Rappel, Sonatrach et VNG ont auparavant signé un Mémoire d'entente ayant pour objet d'examiner les opportunités de coopération en vue de la réalisation de projets dans les domaines de l'hydrogène et de l'ammoniac vert afin de les exporter vers l'Allemagne.

R. E.

PRODUCTION DE L'HYDROGÈNE VERT

Mise en place d'un plan d'action algéro-allemand

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a fait état, jeudi à Alger, de la préparation de la réalisation d'un projet expérimental entre l'Algérie et l'Allemagne pour la production de l'hydrogène vert à Arzew (Oran), dans le cadre du plan d'action dans ce domaine entre les deux pays.

Synthèse S T

L'annonce a été faite dans une déclaration conjointe à la presse, avec le vice-chancelier d'Allemagne et ministre fédéral de l'Economie et du Climat, Robert Habeck, au terme de la signature de plusieurs accords entre les deux parties et des travaux d'une table-ronde consacrée au débat de dossiers de coopération d'intérêt commun, à l'instar des énergies renouvelables et du développement du Corridor sud H2. Dans ce cadre, le ministre a indiqué qu'un plan d'action a été mis en place concernant le développement de l'hydrogène entre l'Algérie et le Gouvernement allemand, à travers des équipes techniques de coordination entre Sonatrach et les sociétés allemandes, afin de déterminer les voies et moyens de son développement en Algérie, et qui se fera à travers la réalisation d'un projet expérimental de production d'hydrogène vert sur le site de Sonatrach à Arzew dans la wilaya d'Oran, d'une capacité de 50 mégawatts avec une contribution du gouvernement allemand de 20 millions d'euros. Ce projet qui constitue le point de départ pour le développement de l'hydrogène avec le Gouvernement allemand, sera suivi, selon le ministre, par plusieurs projets en vue de produire cette matière en Algérie et la commercialiser en Allemagne et en Europe, à travers le projet du Corridor Sud H2 qui consiste en la réalisation d'un gazoduc de transport de l'hydrogène via la Mer Méditerranée, qui est actuellement à l'étude entre l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Tunisie et l'Algérie. "Pour ce faire et dans un proche avenir, une 1ère réunion sera tenue entre les ministres concernés par ce corridor, lors de laquelle, des décisions seront prises pour le développement et la réalisation de ce projet", a fait savoir M. Arkab qui a fait état d'"une réflexion sera engagée pour réaliser une deuxième canalisation directe de l'Algérie vers l'Europe pour le transport de l'hydrogène vert". Le ministre a également rappelé que le projet de réalisation de cette canalisation de transport de l'hydrogène à travers la mer méditerranéenne a eu l'accord de la Commission euro-

péenne, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts pour la réalisation des études technico-économiques approfondies, nécessaires au lancement effective de sa réalisation dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant sur le long terme. S'agissant de la table ronde dont les travaux se sont déroulés à huis clos, plusieurs thèmes ont été évoqués, selon M. Arkab, tels que l'énergie et la production de l'hydrogène vert, notamment les énergies renouvelables et les moyens de leur développement en Algérie, l'Allemagne étant considéré comme un pays pionnier dans ce domaine. A cet égard, le ministre a fait part de la volonté de l'Algérie de tirer profit de la technologie allemande et de son progrès dans ce domaine, soulignant que "l'Algérie est en phase de transition énergétique et a besoin de cet appui technologique". A son tour, le vice-chancelier d'Allemagne et ministre fédéral de l'Economie et du Climat, a affirmé que la signature d'une déclaration d'intention commune sur la coopération dans le domaine de l'hydrogène constitue "un partenariat concret entre les deux pays et vise à promouvoir la coopération dans le domaine des énergies renouvelables". Dans ce contexte, M. Habeck a indiqué que l'Allemagne a besoin de travailler avec l'Algérie et cherche à développer des opportunités pour réaliser des investissements communs, dans plusieurs domaines économiques notamment dans les énergies renouvelables et les approvisionnements en gaz. Quant à la coopération dans le domaine des énergies renouvelables, le vice-chancelier d'Allemagne a mis en exergue la nécessité de construire une nouvelle infrastructure commune, et de créer de nouvelles opportunités de production des énergies renouvelables et de transformation de cette énergie en hydrogène vert. Dans ce cadre, M. Habeck a salué le rôle de l'Algérie qui constitue selon lui "un partenaire privilégié pour l'Allemagne et pour l'Europe grâce à ses excellents potentiels et son importante infrastructure à l'instar des pipelines de transport de gaz naturel traversant la mer méditerranéenne". "L'importante délégation qui m'accompagne

lors de cette visite est venue renforcer le partenariat entre les deux pays dans plusieurs domaines et créer davantage d'opportunités pour développer les projets d'investissement, mais aussi organiser des programmes d'échange et de formation pour booster la coopération bilatérale conformément aux engagements politiques et objectifs tracés", a-t-il ajouté. La table ronde a connu la participation d'une délégation importante composée de cadres du ministère allemand de l'Economie et du Climat et de plusieurs responsables du secteur économique, de chefs de grandes entreprises énergétiques allemandes, en sus de la participation de cadres du secteur de l'énergie en Algérie, des PDG des sociétés Sonatrach et Sonelgaz et de responsables d'agences et d'organismes du secteur. En marge de la tenue de la table ronde, le ministre de l'Energie et des Mines et le vice-chancelier d'Allemagne et ministre fédéral de l'Economie et du Climat, ont signé la déclaration d'intention commune pour créer un groupe de travail bilatéral sur l'hydrogène afin de renforcer les investissements dans les secteurs économiques publics et privés concernés par le développement de l'hydrogène dans les deux pays. Les deux parties ont présidé la cérémonie de signature d'un contrat d'approvisionnement en gaz naturel à moyen terme entre la société nationale des hydrocarbures (Sonatrach) et la société allemande "VNG Handel & Vertrieb GmbH". A cette occasion, il a été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente entre Sonelgaz et l'Association fédérale allemande de l'industrie solaire (BSW-Solar) pour renforcer les capacités nationales dans le domaine technique à travers l'échange d'expertises techniques qui permettraient de maîtriser tous les savoir-faire sur le moyen terme, en vue de la fabrication et de l'intégration locale des équipements dans le domaine de l'énergie solaire. Un autre mémorandum d'entente a été signé entre une entreprise algérienne privée et une société allemande, spécialisées dans la production des batteries destinées au secteur des énergies renouvelables, un partenariat établi pour dix (10) ans.

APPROVISIONNEMENT DE L'ALLEMAGNE EN GAZ NATUREL

Sonatrach signe un contrat avec VNG

La société nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé, jeudi à Alger, avec la société allemande, VNG Handel & Vertrieb GmbH, un contrat d'approvisionnement en gaz naturel sur le moyen terme. Les représentants des deux sociétés, Sonatrach et VNG Handel & Vertrieb GmbH filiale à 100% de (VNG AG) ont procédé à la signature du contrat dont la cérémonie a été présidée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le vice-chancelier d'Allemagne ministre fédéral de l'Economie et du Climat, Robert Habeck, en présence des Présidents Directeurs Généraux (PDG) des sociétés Sonatrach et Sonelgaz, et de l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Mme Elizabeth Wolbers. A cet égard, le PDG de Sonatrach, M. Rachid Hachichi a exprimé, dans une

déclaration, "sa satisfaction du renforcement du partenariat énergétique avec l'Europe à travers ce contrat historique avec la société VNG, qui marque le début des livraisons de gaz naturel à l'Allemagne", selon le communiqué du groupe, ajoutant qu'"un grand potentiel existe pour développer davantage cette coopération commerciale et l'étendre dans le future vers d'autres domaines de la chaîne de valeur énergétique, tel que l'hydrogène". Pour sa part, M. Ulf Heitmüller, PDG de VNG a déclaré: "Nous sommes ravis d'avoir pu conclure un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme avec Sonatrach. VNG devient ainsi la première entreprise allemande à acheter du gaz via pipeline à partir de l'Algérie", précise le communiqué. «Ce contrat jette les bases d'une relation

de confiance en matière d'approvisionnement, ouvre de nouvelles perspectives et renforce le partenariat énergétique germano-algérien», a-t-il estimé. En outre, le PDG de VNG a souligné que "le gaz naturel algérien est un produit essentiel pour garantir la sécurité énergétique", relevant que la société VNG "envisage d'établir un partenariat à long terme dans le domaine de l'hydrogène avec Sonatrach et d'importer, dans l'avenir, de l'hydrogène vert à partir de l'Algérie vers l'Allemagne". Dans le même contexte, il a ajouté que l'achat du gaz algérien via pipeline vers l'Allemagne constitue "une diversification supplémentaire du portefeuille d'achat de VNG, renforçant ainsi sa position en tant que partenaire fiable envers ses clients et apporte une contribution importante à la sécurité de ses approvi-

sionnements". Un mémorandum d'entente a été également signé entre Sonelgaz et l'Association fédérale allemande de l'industrie solaire (BSW-Solar) pour renforcer les capacités nationales dans le domaine technique à travers l'échange d'expertises techniques qui permettraient de maîtriser tous les savoir-faire sur le moyen terme, en vue de la fabrication et de l'intégration locale des équipements dans le domaine de l'énergie solaire. Un autre mémorandum d'entente a été signé entre une entreprise algérienne privée et une société allemande, spécialisées dans la production des batteries destinées au secteur des énergies renouvelables, un partenariat établi pour dix (10) ans.

R. E.

CONSTRUCTION NAVALE

L’Algérie va exporter des navires de pêche

Si l’industrie navale a un impact considérable sur l’économie nationale, c’est la réponse d’une politique entreprise par les pouvoirs publics de créer un environnement propice à l’essor du secteur de la construction et la réparation navales.

Par Réda Hadi

Aussi, la 9e édition du SIPA, qui se tient cette année sous le slogan "Pour une sécurité alimentaire durable", représente un événement important, est un tremplin important pour valoriser la technique et la maîtrise du « Made In Algeria ». Durant cette manifestation, le premier responsable de ce secteur a affirmé que l’Algérie a acquis la maîtrise technique dans le domaine de la construction des navires de pêche et qu’elle est prête pour l’exportation. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de certains stands du Salon International de la Pêche et de l’Aquaculture (SIPA), qui se poursuit au Centre des congrès Mohamed Ben Ahmed d’Oran, le Ministre de la Pêche et des productions halieutiques, a souligné qu’il « existe une concurrence et une maîtrise au niveau local dans le domaine de la construction des navires de pêche, rendant l’Algérie prête pour leur exportation ». Dans le même contexte, il a fait savoir que des contacts sont établis avec certains pays africains et arabes en vue d’exporter des navires de fabrication algérienne, indiquant qu’un grand intérêt est accordé à ce dossier avec un suivi de la part des missions diplomatiques algériennes pour accompagner les opérateurs économiques, activant dans ce domaine, dans leurs futures opérations d’ex-

portation. A un moment où l’apport des ressources halieutiques représente un certain atout tant pour la diversification de nos ressources, que pour notre sécurité alimentaire, il va de soi que la production et la réparation navales vont de pair. Dans la lignée, le développement de la pêche au large passe par la construction des navires adaptés pour sortir le secteur de sa dépendance à la pêche quasi-artisanale. C’est, d’ailleurs, la politique adoptée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Selon des sources de ce ministère, des chantiers de construction navale pour alimenter la pêche au large sont en cours, comme celui de la construction d’un navire 20 mètres à Jijel, et bientôt d’autres à El-Marsa, Chlef et Annaba. Les compétences algériennes existent et ont prouvé leur professionnalisme dans les chantiers de constructions des thonniers par exemple. La force de notre production halieutique est indissociable de notre maîtrise de production navale, d’ailleurs en 2023 trois navires de fabrication locale, d’une longueur de 32 mètres, destinés à la pêche en haute mer, ont été réceptionnés. Douze autres navires sont en cours d’achèvement, dont le premier est d’une longueur de 42 mètres, construit à 100% par une main d’œuvre algérienne. Cette industrie est tellement en plein essor

que tous d’accordent à dire que l’Algérie a la capacité de construire et de fabriquer des bateaux de pêche aux normes internationales. Il faut noter à juste titre qu’un investisseur algérien a exporté deux navires de pêche vers la Mauritanie.

La pêche au large : un objectif

En matière de pêche au large, celle du thon demeure un objectif important pour l’Algérie. D’où l’essor de ce type de construction navale. Et ce que, d’autant plus, l’Algérie entend investir la pêche dans les eaux internationales, et la pêche au thon a vu son quota augmenté, passant de 1.650 tonnes en 2022 à 2023 tonnes cette année. En somme la construction navale, qui a atteint un taux d’intégration de 65%, peut créer des emplois directs et indirects et rendre la pêche et la vente de poisson plus attractives. Selon le Ministre de la pêche, tous les secteurs concernés s’employaient à mettre en œuvre les instructions strictes du président de la République concernant le développement de la construction navale, soulignant que son département œuvrait à réunir les conditions nécessaires à la concrétisation de cette démarche, notamment à travers des incitations en faveur des professionnels de la construction navale.

TRANSFORMATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES

Création d’une nouvelle unité de recherche

Le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l’aquaculture (CNRDPA) vient de créer une nouvelle unité de recherche spécialisée dans la transformation des produits halieutiques, notamment le tilapia rouge, a appris l’APS du Directeur de CNRDPA, Nabil Bouflih. Lors d’une réunion de travail ayant regroupé des directeurs centraux du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques et une délégation vénézuélienne conduite par le

ministre de l’Autorité populaire de la Pêche maritime et de l’Aquaculture, Juan Carlos Loyo Hernandez, M. Bouflih a indiqué que les activités de cette nouvelle entité seront dédiées à la recherche des méthodes de transformation des produits halieutiques, plus particulièrement le tilapia rouge, « dont l’Algérie maîtrise, actuellement, l’ensemble du processus lié à son élevage ». Le directeur du CNRDPA a affirmé que la maîtrise des techniques de transformation de ce poisson d’élevage contribuera à ouvrir de nouvelles unités spécialisées dans la transformation et le conditionnement des produits de la pêche et de l’aquaculture. Il a précisé que le Centre dispose d’une autre unité de recherche spécialisée dans la recherche, portant sur la valorisation des algues aquatiques à des fins industrielles, notamment les produits cosmétiques. Abordant les activités du CNRDPA, il a souligné que cet organisme de recherche procède, chaque année, à

l’évaluation de la richesse halieutique, conformément aux critères de la Conférence générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). M. Bouflih a, d’autre part, fait savoir que la délégation vénézuélienne a manifesté son intérêt pour l’organisation d’une rencontre virtuelle entre des chercheurs algériens et leurs homologues de ce pays latino-américain, dans le but d’intensifier l’échange des expériences dans ce domaine.

R. E.

ALGÉRIE-VENEZUELA

Des missions scientifiques pour développer l’élevage de la crevette d’eau douce

L’envoi de missions scientifiques pour développer l’élevage de la crevette d’eau douce en Algérie et du tilapia rouge au Venezuela, a été décidé lors d’une réunion de travail tenue, vendredi à Oran, entre le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani et le ministre de l’Autorité populaire de la Pêche maritime et de l’Aquaculture du Venezuela, Juan Carlos Loyo Hernandez. Lors de cette rencontre organisée, en marge du deuxième jour de la 9e édition du Salon de la pêche et de l’aquaculture en présence des délégations des deux ministères, M. Badani, a émis son souhait de développer l’élevage de la crevette d’eau douce, dont le Venezuela dispose d’une grande expérience. Il a rappelé que l’Algérie dispose d’une ferme aquacole d’élevage de crevettes d’eau douce dans la wilaya de Ouargla, qui peut être un départ pour le développement de cette activité. Pour sa part, le ministre vénézuélien a exprimé son intérêt pour l’expérience de l’Algérie dans l’élevage du tilapia rouge, sur les deux plans génétique et fabrication d’aliments. Le directeur de l’aquaculture au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Hamza Habbache, présent à la réunion, a rappelé que l’Algérie maîtrise toute la chaîne d’élevage du tilapia rouge, y compris l’éclosion et la fabrication de l’aliment.

CHAMBRE ALGÉRIENNE DE LA PÊCHE ET DE L’AQUACULTURE

Vers la signature de conventions avec des organismes nationaux et étrangers

La Chambre algérienne de la pêche et de l’aquaculture (CAPA) prévoit la signature de plusieurs conventions avec des organismes nationaux et étrangers à la faveur du Salon international de la pêche et de l’aquaculture (SIPA), ouvert jeudi à Oran, a-t-on appris du Directeur général de la Chambre, Nabil Aouiche. En marge de la cérémonie inaugurale de cette manifestation qui se tient au Centre des conventions d’Oran "Mohamed Benahmed", M. Aouiche a déclaré, à l’APS que la CAPA procédera à la signature de plusieurs conventions avec des organismes nationaux, à l’instar de l’Office

national des œuvres universitaires (ONOU) pour l’approvisionnement des différentes résidences universitaires du pays en produits halieutiques, et de la Chambre nationale d’agriculture devant porter sur le renforcement de l’aquaculture intégrée à l’agriculture (aquaponie). Il est également prévu la signature d’autres conventions avec des sociétés d’assurances et des banques devant porter quant à elles sur l’assurance des équipements et des embarcations de pêche, a-t-il fait savoir. Il a également fait observer dans ce contexte que les professionnels du secteur attendent la conclusion de ces conventions pour

pouvoir accéder à des avantages et à des mesures de facilitation inhérentes à l’assurance de leurs matériels de pêche et leurs embarcations. M. Aouiche a, d’autre part, fait état de la signature prochaine d’une convention avec la Chambre d’agriculture et du patrimoine animalier du Cameroun, dans le but de renforcer le partenariat et l’échange d’expériences et l’organisation de visites entre les deux parties et identifier les opportunités de partenariat et de coopération entre les deux pays. A propos de la participation du Venezuela au SIPA, représenté par son ministre de l’Autorité populaire de la pêche maritime, Juan Carlos Loyo

Hernandes, M. Aouiche a fait savoir que six opérateurs de ce pays dont les entités économiques sont spécialisées dans la transformation et le conditionnement des produits halieutiques prennent part à cette manifestation, faisant observer que ces derniers entreprennent actuellement des démarches pour conclure des partenariats avec des opérateurs algériens. Au sujet de la présence italienne à ce Salon, il a précisé que 11 opérateurs du secteur dans ce pays entreprennent les mêmes démarches pour explorer les opportunités d’investissement en Algérie.

R. E.

MÉTAMORPHOSE DE
L'ENTREPRENEURIAT À
BATNA

Les femmes montent en puissance

La wilaya de Batna compte actuellement 54.451 commerçants inscrits dans le registre du commerce, dont 5.251 femmes âgées de 19 à plus de 70 ans, selon des sources officielles. Parmi ces femmes, 5.017 sont enregistrées en tant que personnes physiques. Quant aux autres, au nombre de 234, ce sont des personnes morales réparties entre des Sociétés en Nom Collectif (SNC) et des Sociétés Par Actions (SPA). La plupart d'entre elles, soit 4.500 entrepreneuses, exercent dans le commerce de détail. Les autres sont actives soit dans le commerce de gros, soit dans la production industrielle, ce qui génère des emplois ; ou encore, à moindre proportion, dans l'artisanat. En effet, beaucoup de femmes ont réussi à gravir les échelons sociaux en créant et en développant leurs propres entreprises dans le secteur commercial. Grâce aux dispositifs de financement des petits projets mis en place par l'État, des couturières, par exemple, ont pu évoluer et établir des ateliers de confection, offrant ainsi des opportunités d'emploi à d'autres femmes, qu'elles soient jeunes ou expérimentées. Cependant, il n'existe aucune représentation féminine dans le secteur de l'import-export, qui demeure exclusivement réservé aux hommes à Batna. Par ailleurs, une analyse détaillée révèle que 250 travailleuses sont devenues gérantes de sociétés ou dirigeantes d'entreprises dans la wilaya de Batna, un chiffre qui illustre les progrès réalisés par la gent féminine dans différents domaines de la vie professionnelle.

MOSTAGANEM

Des projets de développement au profit des communes de la Daïra de Kheireddine

Les communes de la Daïra de Kheireddine (Mostaganem) ont bénéficié de projets de développement dans divers secteurs d'un montant de 535 millions de dinars, a-t-on appris, vendredi, auprès des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu jeudi un conseil de l'exécutif élargi consacré au programme de développement des communes de Kheireddine, Sayada et Ain Boudinar (Daïra de Kheireddine), qui ont bénéficié, l'année écoulée, de 110 opérations de développement d'un montant de 535 millions de dinars, a indiqué la même source. Avant d'évaluer l'état d'avancement du programme de développement au titre de l'année 2023, M. Boudouh a annoncé que les trois communes bénéficieront d'un nouveau programme (2024) de l'ordre de 713 millions de dinars, destiné à prendre en charge les travaux de raccordement aux différents réseaux (eau, assainissement, et électricité rurale),

l'aménagement urbain et la réhabilitation des établissements scolaires. En outre, ces collectivités locales ont bénéficié, au titre de cette année, d'un programme d'habitation estimé à 330 logements répartis entre logements sociaux locatifs (150 unités) et logements ruraux (180 aides financières), ajoute la même source. Le wali a ordonné également la relance du programme de logements à l'arrêt dans la zone d'extension urbaine « El-Hchem ». Dans le secteur de l'éducation, la même Daïra a bénéficié d'un projet de 32 classes d'extension, avec la nécessité de trouver une solution urgente pour le CEM Amour Mohamed, pour lequel un montant supplémentaire de 20 millions de dinars a été alloué pour la réalisation

de six classes. Concernant le secteur de l'énergie, le même responsable a ordonné la prise en charge du projet de raccordement du village « 'Ouled Larbi » au réseau de distribution du gaz dans le cadre du programme de développement de l'année 2024, explique-t-on. Après avoir écouté les préoccupations des citoyens et de la société civile, M. Boudouh a souligné la nécessité d'informer les citoyens, les présidents des comités de quartiers et les associations sur les projets enregistrés au profit des communes et villages, afin qu'ils soient au courant de toutes les actions visant l'amélioration du cadre de vie de la population, souligne-t-on de même source.

OUARGLA

Les nouvelles structures hôtelières contribuent à la promotion du produit touristique de la région

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, jeudi à Ouargla, que les nouvelles structures hôtelières contribuent à la promotion du produit touristique de la région. "Les nouvelles installations hôtelières, retenues pour la région, contribuent à la promotion du produit touristique, matériel, immatériel, religieux et thermal, et le tourisme des affaires, eu égard à l'intense activité économique que connaît cette région", a souligné M. Didouche, en marge de sa visite de travail dans la wilaya. Il a indi-

qué, à ce propos, que "le ministère du Tourisme œuvre à encourager l'investissement touristique, en application de la stratégie de l'Etat tendant à promouvoir la destination touristique algérienne et développer le secteur à travers les différentes régions du pays". Le ministre a, lors de sa tournée, procédé à l'inauguration à Ouargla de deux nouvelles structures hôtelières privées, la première "Aziz-Royal", cataloguée quatre étoiles, localisée à proximité de la RN-49 reliant Ouargla et Ghardaïa et la seconde appelée

"Lynatel-Place". La première structure hôtelière dispose de 40 chambres et 12 suites d'une capacité d'hébergement de 107 lits, et la seconde, d'une capacité de 210 lits structurés en 94 chambres et 10 suites, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. La délégation ministérielle a, également, inspecté le chantier d'un autre hôtel de 44 chambres et 10 suites, totalisant 138 lits, dont la réception est prévue pour le troisième trimestre de l'année prochaine. Se rendant dans la région d'El-Bakrat, commune d'Ain El-Beida,

M. Didouche a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une structure hôtelière privée, dont la durée des travaux de réalisation est fixée pour 24 mois. Il a, par la suite, inspecté une annexe de l'Institut national de l'hôtellerie et de tourisme ouverte au niveau de l'institut de la formation professionnelle "ChahidAllaoui", avant de visiter la maison de l'artisanat. La wilaya d'Ouargla dispose, en termes d'installations hôtelières, de 28 hôtels d'une capacité d'accueil globale de 1.564 lits et de 62 agences touristiques.

EL-OUED

Une production de plus de 1,2 million de quintaux de dattes cette saison

Une récolte de plus de 1,2 million de quintaux (QX) de dattes, toutes variétés confondues, a été réalisée dans la wilaya d'El-Oued au terme de la campagne de cueillette pour cette saison agricole 2023/2024, a indiqué la chambre locale d'agriculture (CA). Le bilan de la CA fait état d'une récolte de plus de 728.000 QX de la variété DegletNour, représentant plus de 60% de la production globale eu égard à sa prédominance phœnicicole dans la région et sa qualité nutritive lui confé-

rant une place de choix sur les marchés national et mondial. Les autres variétés dattières, « Ghars » et « Degla-Beida » notamment, se sont, pour leur part, imposées sur le marché car très sollicitées, outre la consommation, dans l'industrie manufacturière en plein essor ces dix dernières années sur les marchés national et mondial, pour la fabrication de produits extraits des dattes, dont le miel des dattes, le vinaigre et autres, a expliqué le président de la Chambre, DjelloulOthmani. La phœniciculture revêt une grande

importance dans la région au regard de sa contribution en tant que valeur ajoutée à l'économie nationale, a indiqué le même responsable, avant d'ajouter qu'il appartient de relever le défi d'amélioration quantitative et qualitative notamment du produit à la faveur d'un programme de vulgarisation et de sensibilisation en direction des phœniciculteurs. Tendant à l'amélioration de la qualité du produit, ce programme s'articule, a-t-il détaillé, sur une série d'activités, dont l'animation de journées d'études sur les procé-

dés techniques de la mise en terre des palmiers dattiers, la vulgarisation des voies et moyens de lutte contre les pathologies du palmier, et le suivi du cycle de développement de dattes technique en vue de la réalisation d'un produit exportable. La wilaya d'El-Oued dispose d'une surface de 15300 hectares peuplée de plus de 1,5 million de palmiers, répartis sur six communes agricoles, à savoir Reguiba, Hassi-Khelifa, Debila, Robbah, Oued El-Alenda et Meyh-Ouensa, a conclu le même responsable.

Europe, aller plus loin

Dans un contexte géopolitique très inquiétant, il faut poursuivre le chemin tracé par Jacques Delors en passant rapidement d'un fédéralisme monétaire à un véritable fédéralisme économique.

Par **Jean Peyrelevade, économiste**

Jacques Delors fut l'un des principaux créateurs de l'Europe, telle qu'elle existe aujourd'hui. C'est à lui que l'on doit le marché unique, la libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des capitaux, la monnaie unique et la création de la Banque centrale européenne. Cela reste cependant insuffisant au regard des défis qui sont devant nous. Hélas, aucun de nos actuels dirigeants politiques, qui lui rendent presque unanimement hommage, n'est capable d'articuler et de proposer aux opinions publiques un plan d'une ambition similaire. Le chemin est néanmoins tracé. Politiquement, l'Europe n'est pas une organisation fédérale. Mais Jacques Delors a inventé le fédéralisme monétaire. Il faut, par des méthodes semblables, aller plus loin, concevoir et mettre en place un fédéralisme économique, au sens le plus large du terme. Pour une raison simple : le monde est aujourd'hui dominé par deux puissances affirmées. Les Etats-Unis sont depuis fort longtemps la première, avec 25 % environ du PIB mondial. Mais la Chine, grâce à une formidable croissance, est passée de moins de 5 % au début des années 2000 à 17 % aujourd'hui. L'Union européenne, prise dans son ensemble, est à peu près au même niveau. Mais chacun des pays qui la composent, pris séparément, est par comparaison à une échelle insignifiante : l'Allemagne, le premier d'entre eux, ne produit que 4 % du PIB mondial et la France 3 %. L'union fait la force. N'en déplaise aux nationalistes étroits qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, de Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Jean-Pierre Chevènement, jugent sans doute comme

ce dernier que Jacques Delors « a infléchi de manière indélébile la trajectoire de la gauche française » vers une mondialisation ultralibérale. Il faut continuer à construire l'Europe de demain. Qu'est-ce que serait le fédéralisme économique européen ? Un ensemble de mesures qui bénéficieraient toutes, sans exception, à l'ensemble des populations concernées, quel que soit leur pays. Il ne devrait donc pas y avoir de difficulté majeure à les faire accepter et sortir enfin d'une discussion qui se limite pour l'instant aux aspects budgétaires (pas d'union de transferts, personne ne veut donner plus qu'il ne reçoit) et à l'action de la BCE dont la politique monétaire est considérée comme le seul instrument de solidarité (ce qui la rend, à maints égards, dépendante et discutable). La vraie question devrait être : comment améliorer l'économie réelle de toute l'Union européenne ? Il ne devrait donc pas y avoir de difficulté majeure à les faire accepter et sortir enfin d'une discussion qui se limite pour l'instant aux aspects budgétaires (pas d'union de transferts, personne ne veut donner plus qu'il ne reçoit) et à l'action de la BCE dont la politique monétaire est considérée comme le seul instrument de solidarité (ce qui la rend, à maints égards, dépendante et discutable). La vraie question devrait être : comment améliorer l'économie réelle de toute l'Union européenne ? La première réponse est, au-delà de l'union monétaire, un mouvement aussi rapide que possible vers une véritable union du marché des capitaux et du marché bancaire. Un marché des capitaux pleinement intégré offrirait de nouvelles sources de financement aux entreprises, réduirait le coût du capital et faciliterait les possibilités d'investissement des épar-

gnants dans l'ensemble de l'Union européenne, en s'appuyant sur un système bancaire plus puissant.

Faire de l'euro une vraie monnaie de réserve

La seconde mesure consisterait à mettre fin aux graves inconvénients liés à la fragmentation des marchés de la dette publique. L'encours émis par la Commission européenne elle-même est très faible et l'essentiel des dettes publiques est national, avec des situations très différentes d'un pays à l'autre. Cette structure éparpillée interdit que l'euro devienne vraiment, au niveau international, une monnaie de réserve avec les avantages considérables qui en résultent, comme le montre l'exemple des Etats-Unis : financement d'une partie de l'investissement, rendu ainsi plus dynamique, par des capitaux étrangers, baisse des prix d'intérêt et possibilité de garder sans dommages un déficit raisonnable de la balance des paiements, ce qui conduit à augmenter le taux de croissance global. Comment y parvenir ? En accordant à la Commission européenne la capacité de s'endetter et de donner ainsi à l'euro un vrai statut de monnaie internationale, sans les risques associés aux emprunts de nombre de pays européens (dont la France).

Un fonds permanent d'investissement

Simultanément, l'augmentation significative du budget européen, qui ne représente aujourd'hui que 1 % du PIB des pays concernés, donnerait à la Commission les véritables moyens d'assurer la solidarité financière européenne et surtout de piloter les investissements dans des domaines

stratégiques où la solution à nos problèmes n'a de chance d'apparaître qu'à l'échelle européenne : transition énergétique, industrie des microprocesseurs, des batteries électriques, développement de la filière hydrogène et des éoliennes en mer. L'instauration à cet effet d'un fonds permanent d'investissement géré par la Commission est une nécessité incontournable. Une Europe divisée est nécessairement faible, ce que montre une performance économique très médiocre par rapport aux Etats-Unis. Les pays frugaux (en gros, ceux de l'Europe du Nord), très attachés à l'équilibre budgétaire, ont un surplus d'offre par rapport à la demande et donc un excédent de balance des paiements (donc de l'épargne sur l'investissement) de l'ordre de deux points de PIB. Faute d'une politique économique unifiée, au lieu d'investir cet excédent en Europe pour le bénéfice de tous, ils le font surtout aux Etats-Unis, vraisemblablement en souscription pour l'essentiel en bons du Trésor et obligations américaines. Si tel est bien le cas, il y aurait beaucoup mieux à faire en Europe même, dès que les conditions seraient réunies. Cela aurait un impact positif sur les taux de croissance et les conséquences pour l'ensemble des pays membres seraient positives, détruisant les contraintes plus ou moins stupides dues au refus de la solidarité. Il est plus que temps, dans un contexte géopolitique très inquiétant, de poursuivre le chemin tracé par Jacques Delors. Il faut passer rapidement d'un fédéralisme monétaire à un véritable fédéralisme économique. Aussitôt après, on pourra parler de défense commune, de souveraineté européenne et de fédéralisme politique, ultime point d'aboutissement. Jean Peyrelevade est économiste.

Source : Les Echos

CUIVRE

Dr Copper est mort ? Vive Dr Green !

Par **Benjamin Louvet (*)**

Depuis des décennies, le cuivre est surnommé par certains acteurs de marché « Dr Copper » (copper est le mot anglais pour cuivre). L'idée sous-jacente est que le cuivre serait docteur en économie, l'évolution de son prix étant un indicateur avancé de l'état de santé de l'économie mondiale. L'idée est simple : le cuivre est partout dans nos économies modernes et, à ce titre, sa consommation est historiquement très corrélée avec la croissance économique mondiale. Toutefois, la situation évolue et on observe depuis quelques années une déconnexion entre l'évolution du prix du cuivre et les indicateurs de croissance. Ainsi, la variation du prix du cuivre par rapport à celle de l'indice des directeurs d'achats américains est-elle, sur les cinq dernières années, presque deux fois moins importante que ce qu'elle était au début des années 2000. En 2023, malgré la contraction des in-

dicateurs manufacturiers en Europe et aux Etats-Unis, et le fort ralentissement du secteur immobilier et de l'économie chinoise, les prix du cuivre sont restés stables. Et si l'on s'intéresse au volume de cuivre consommé, l'écart est encore plus flagrant : la demande de cuivre a augmenté en 2023 ! L'explication tient dans le rôle central du cuivre dans l'accélération de la transition énergétique. Une voiture électrique contient environ 4 fois plus de cuivre qu'une voiture thermique, une éolienne entre 950 kilos et 5 tonnes de cuivre selon sa taille. Il est nécessaire à la production des panneaux solaires, au développement du réseau électrique, ... Le cuivre est le couteau suisse de la transition énergétique ! Etant donné le caractère d'urgence de la transition énergétique, que la situation économique soit bonne ou pas, nous devons accélérer sur le déploiement des technologies bas carbone. C'est ce qu'il s'est passé en 2023. Malgré le climat économique morose, le monde a ainsi déployé près de 50% d'énergies renouvelables de

plus que l'année précédente, qui était pourtant déjà une année record. La Chine, qui représente à elle seule près de 50% de la consommation mondiale du métal, a de son côté mis en service presque autant de renouvelables en 2023 que le monde entier en 2022 ! Le pays a également énormément investi (environ 72 milliards de dollars) dans le développement de son réseau électrique pour intégrer ces nouvelles sources de production. Cela se traduit dans les chiffres de consommation du métal rouge qui, à fin octobre 2023, étaient en hausse de près de 10% en Chine et de 4% dans le monde selon l'International Copper Study Group. La consommation mondiale de cuivre est donc de plus en plus inélastique à la situation économique et, à moins d'une récession profonde, la hausse de la demande pour le déploiement des technologies bas carbone fait plus que compenser la baisse dans les secteurs traditionnels. L'inélasticité des prix, elle, n'est que partiellement avérée. Mais la faible réponse du cours du

métal cette année est liée à une situation purement conjoncturelle. En effet, la Chine est sortie l'an dernier d'une longue période épidémique pendant laquelle elle avait créé des stocks importants de ressources minérales. Les agents économiques ont jugé plus prudent, mais également plus intéressant économiquement, de fonctionner sur la base de ses stocks plutôt que de revenir à la demande sur le marché international. Plus de consommation ne s'est donc pas traduit par plus de demande. Du moins, pour l'instant... Car à présent les stocks de cuivre sont sur des niveaux historiquement très faibles. La transition énergétique devient donc le véritable moteur de la consommation de cuivre. Et si Dr Copper n'est plus, il semble que le métal rouge soit désormais docteur en finance responsable... et mérite le surnom de « Dr Green » !

(*) *Directeur des gestions matières premières chez Ofi Invest AM*

ABU DHABI- EGYPT
**Des pourparlers
« avancés » sur
un accord
foncier de 22
milliards \$**

Une fois signé, l'accord pourrait stimuler la croissance économique et atténuer la sévère pénurie de devises étrangères dont souffre le pays le plus peuplé du monde arabe. L'émirat d'Abu Dhabi est en pourparlers avancés avec l'Egypte sur un accord foncier de 22 milliards de dollars portant sur l'achat et le développement de vastes terrains situés sur la côte nord du pays d'Afrique du Nord, a rapporté Bloomberg le jeudi 8 février 2024, citant des sources proches du dossier. Un responsable égyptien a révélé au média américain que le gouvernement égyptien a choisi un consortium originaire des Emirats arabes unis qui travaillera avec des partenaires locaux sur le développement de Ras El-Hekma, une vaste région côtière située à environ 350 kilomètres au nord-ouest du Caire, sans plus de précision. D'autres sources ont également indiqué que l'Egypte pourrait rester propriétaire d'environ 20% du vaste territoire de 180 millions de mètres carrés qui fait l'objet de négociations entre Abou Dhabi et les autorités égyptiennes. Cette part comprendrait, selon eux, des terrains qui seront mis à la disposition du promoteur immobilier local Talaat Moustafa Group et de certaines entités publiques égyptiennes. Le président de l'Autorité générale égyptienne pour l'investissement et les zones franches (GAFI), Hossam Heiba (photo), a déclaré, dans une interview accordée à la chaîne CNBC Arabia, que l'estimation initiale du montant de la transaction s'élève à 22 milliards de dollars, indiquant qu'un accord devrait être conclu prochainement. Il a cependant refusé de fournir d'autres détails sur le projet. Les Emirats arabes unis sont une fédération de sept émirats, dont Abu Dhabi. Cette riche monarchie pétrolière du Golfe a déjà offert un important soutien économique à l'Egypte depuis l'accession de l'ex-chef de l'armée, Abdel Fattah al-Sissi, à la présidence en 2014. Un accord foncier de 22 milliards de dollars entre l'Egypte et Abu Dhabi serait une aubaine pour le pays le plus peuplé du monde arabe qui s'efforce, depuis plus de deux ans, de relancer son économie et de mettre fin à une sévère pénurie de devises étrangères consécutive au double choc de la pandémie de covid-19 et de la guerre en Ukraine.

FINANCEMENT DIRECT DU TRÉSOR PAR LA BCT (TUNISIE)
**Une autorisation exceptionnelle
pour rectifier le tir**

L'économie Tunisienne a été fortement affectée par une série de chocs internes (pressions inflationnistes, sécheresses à répétition) et externes (tensions sur les cours mondiaux de matières premières). En Tunisie, le contexte actuel ne manque de complexité et rend la mission de réduction du déficit budgétaire particulièrement ardue et érigée en priorité absolue.

La conjoncture actuelle demeure difficile en raison du taux d'endettement élevé, du taux de croissance faible, la régression de l'investissement et de l'épargne et la hausse des importations qui a entraîné un déficit au niveau de la balance des paiements. Pour cela, un projet de loi a été proposé par le gouvernement autorisant la Banque centrale tunisienne à accorder des facilités au Trésor public tunisien. Tout pour en venir au fait que le gouvernement se devait d'explorer d'autres pistes en choisissant de se tourner vers la dette intérieure. Ce projet de loi comprend un seul article qui prévoit une dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi numéro 35 de l'année 2016, en date du 25 avril 2016, régissant le statut fondamental de la Banque centrale. Cette dérogation vise à financer une partie du déficit du budget de l'Etat pour l'année 2024. Elle autorise exceptionnellement la Banque centrale tunisienne à accorder des

facilités au Trésor public tunisien, dans la limite d'un montant net estimé à 7.000 millions de dinars, remboursables sur une période de dix ans, dont trois de grâce et sans application d'intérêts. Ces facilités seront accordées en fonction des demandes du Trésor public. Un accord est établi entre le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale tunisienne pour réguler les modalités de retrait et de remboursement de ces facilités. Selon le rapport justifiant la demande d'examen de ce projet de loi, la loi de finances pour l'année 2024 prévoyait une mobilisation de ressources d'emprunt d'un montant de 28,188 millions de dinars, dont environ 10,300 millions de dinars provenant de ressources non spécifiées. La mobilisation des ressources d'emprunt s'étale sur l'ensemble de l'exercice financier, selon des procédures dont les délais varient d'un emprunteur à l'autre.

**L'investissement,
solution efficace pour créer la richesse**

Le rapport a souligné que des pays similaires à la Tunisie, tels que le Maroc, l'Egypte, la Jordanie, la Mauritanie et Madagascar, autorisent leurs banques centrales à fournir des facilités au gouvernement. Le gouverneur de la BCT, Marouane Abassi, a déclaré lors de la séance d'audition consacré à l'examen du projet de loi autorisant exceptionnellement la Banque Centrale de Tunisie (BCT) à accorder des facilités au profit du trésor public, que le prêt de 3.000 millions de dinars que le gouvernement compte contracter auprès de la Banque centrale de Tunisie (BCT) n'exacerbera pas l'inflation mais entraînera une baisse des réserves en devises, outre le fait qu'il aura une incidence sur le taux de change.

SOUS-EXPLORÉE PENDANT LONGTEMPS
**L'Arabie saoudite mise de plus en plus sur son sous-sol
et déroule le tapis rouge aux investisseurs**

L'ambition a été réitérée par l'Arabie saoudite ce mois de janvier : « être un pays producteur de toutes les sources d'énergie et pas seulement de pétrole ». À l'occasion de la troisième édition du Future Minerals Forum, Riyad a joué la carte de l'attractivité, en annonçant que le potentiel inexploité du pays avait fait un bond de 90%, en valeur par rapport à la dernière évaluation de 2017. Un chiffre obtenu

grâce à la nouvelle cartographie du sous-sol qui est en cours, et qui aurait permis de réévaluer les ressources en cuivre, or, zinc et terres rares, en plus de celles en phosphate déjà connues.

Des atouts géologiques

Si l'ambition du pays de diversifier son économie est claire, les chiffres doivent être cependant relativisés : Riyad met en avant

ce que pourrait rapporter l'exploitation minière, aux prix actuels du marché – soit un potentiel évalué à 2 500 milliards de dollars selon les autorités –, ce qui ne veut pas dire que le pays a trouvé 90% de minerais en plus. Mais son potentiel n'en est pas moins réel, selon Christophe Poinssot, directeur général délégué du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et président de l'Asso-

ciation des services géologiques européens, présent au forum de Riyad : l'Arabie saoudite bénéficie d'une géologie favorable, avec des terrains anciens qui affleurent, notamment dans les zones montagneuses du centre et du sud-ouest du pays. Autres atouts du Royaume : un faible taux d'occupation de l'espace et des contraintes environnementales moins importantes.

SELON UNE ÉTUDE DE L'ONU
**Les pays arabes ont le taux de chômage
le plus élevé au monde**

Selon une nouvelle étude de l'ONU, publiée vendredi, la région arabe a enregistré un taux de chômage de 12% en 2022, le plus élevé au monde. Toutefois, l'Étude sur l'évolution économique et sociale dans la région arabe, publiée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), prévoit que les efforts de reprise économique post-COVID-19 entraîneront une très légère baisse de ce taux l'année prochaine – à 11,7%. Dans le même temps, révèle cette étude, la pauvreté a également augmenté, affectant 130 millions de personnes dans les pays arabes, soit plus d'un tiers de la population de la région. Et devrait augmenter au cours des deux prochaines années, touchant 36% de la population en 2024. Malgré les perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, le rapport de la CESAO envisage

une croissance de 3,4% l'année prochaine dans toute la région arabe. Quant à l'inflation, bien qu'elle ait atteint le niveau de 14% en 2022, son taux devrait revenir à 8% en 2023 et diminuer encore à 4,5% en 2024.

Différences notoires entre pays

En dépit des perspectives de croissance positives de la région, Ahmed Moumami, auteur principal de l'étude, a souligné les écarts importants entre les pays qui ont été exacerbés par la guerre en Ukraine. Notant que les répercussions du conflit n'étaient pas les mêmes dans tous les États arabes, il a affirmé que les pays du Conseil de coopération du Golfe et les autres pays exportateurs de pétrole continueront de bénéficier de la hausse des prix de l'énergie. Dans le même temps, les pays importateurs de pétrole souffriront de plusieurs défis

socio-économiques, notamment la hausse des coûts de l'énergie, les pénuries d'approvisionnement alimentaire et la baisse des entrées liées au tourisme et à l'aide internationale. « La situation actuelle offre aux pays arabes exportateurs de pétrole l'occasion de diversifier leurs économies en dehors du secteur de l'énergie en accumulant des réserves et en investissant dans des projets qui génèrent une croissance inclusive et un développement durable », a souligné M. Moumami. Dans le cadre de son étude annuelle, la CESAO fournit une analyse des dernières tendances sociales et économiques dans la région afin d'aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques fondées sur des données factuelles et à améliorer les processus de planification économique en vue d'un développement durable et inclusif.

RDC

Un projet financé par la BAD sort des milliers d'enfants des mines de cobalt et les ramène à l'école

Lancé en 2019 en République démocratique du Congo, le Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes dans les mines de cobalt arrive quasiment au terme de sa mise en œuvre prévue en décembre 2024.

Financé à hauteur de 78 millions de dollars américains par le Fonds africain de développement - le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement - et la Facilité d'appui à la transition, le projet a contribué à sortir de nombreux enfants congolais des mines artisanales d'exploitation de cobalt et à reconverter des milliers de jeunes à l'agriculture.

Dans son Rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats du projet, publié le 26 janvier 2024, la Banque africaine de développement souligne que 9 016 enfants (46,20% de filles) ont été sortis des mines et 3 235 jeunes (sur un objectif initial de 6 250) ont été reconvertis dans l'agriculture. Le projet a aussi permis de ramener sur les bancs de l'école, une première vague de 2 425 garçons et 2 044 filles pour leur fournir une meilleure éducation.

Raymond EyohBesong, responsable du projet à la Banque, s'exprime ici sur les résultats de ce projet. Selon lui, l'objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga et à l'installation d'une chaîne responsable d'approvisionnement du minerai de co-

balt en République démocratique du Congo sera « bel et bien atteint ». Sortir des enfants des sites miniers n'est pas toujours un pari gagné d'avance, mais le projet y est parvenu. Comment vous y êtes-vous pris ?

Le rapport d'évaluation du projet a fait, en amont, une radiographie complète pour identifier les causes profondes de la présence des enfants dans les mines et sites miniers artisanaux. Ces causes sont principalement la pauvreté des ménages et l'insuffisance ou l'absence des infrastructures sociales de base. Ainsi, la stratégie d'intervention adoptée par le projet s'est étalée à résoudre les deux principales causes. Cette stratégie, de manière inclusive, a impliqué toutes les parties prenantes de la zone du projet qui luttent contre le travail des enfants : autorités politico-administratives, la société civile, le secteur privé, etc.

Certains enfants sont passés des mines aux salles de classe. Comment êtes-vous parvenus à les faire retourner à l'école et comment s'est passée leur adaptation ? L'approche holistique du projet combinant la réinsertion sociale des enfants (scolaire, nutritionnelle, sanitaire, psychologique et enregistrement à l'état-civil) et la reconversion socioéconomique

de leurs parents dans l'agrobusiness ainsi que la sensibilisation et le paquet d'activités prévues depuis l'évaluation du projet en passant par l'identification des bénéficiaires directs, sont les incitateurs majeurs qui ont encouragé les enfants à retourner à l'école et les parents à les y maintenir.

L'implantation des Centres de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en agrobusiness a convaincu les leaders locaux, les communautés elles-mêmes, les parents des enfants identifiés de l'effectivité, de la durabilité et de l'appropriation du projet tout en les rassurant de la capacité des parents à poursuivre la prise en charge sociale de leurs enfants après le projet. À travers la sensibilisation continue, le Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes dans les mines de cobalt arrive (PABEA-Cobalt) a toujours appelé aux enfants que leur place n'est pas dans les mines mais plutôt à l'école. La distribution des kits scolaires (sacs, cahiers, uniformes, chaussures, etc.), trousse d'hygiène et le paiement des frais scolaires ont facilité le fait que ces enfants bénéficiaires se sentent dans les mêmes conditions que les autres élèves, et puissent aisément s'intégrer et s'adapter sans complexe aux groupes d'enfants.

SÉNÉGAL

Le fonds Oyass Capital lève 57 millions \$ pour financer en capital des PME locales

Oyass Capital cible 50 milliards FCFA (82,1 millions de dollars) au total. Le montant supplémentaire sera mobilisé auprès d'entités publiques et privées, après ce premier closing. Le fonds d'investissement sénégalais OyassCapital a réalisé un premier closing en mobilisant 35 milliards de francs CFA (57,4 millions \$) auprès de la banque allemande KfW, de la

Banque mondiale et de l'Etat du Sénégal. Cette première clôture a été annoncée à la fin du mois de janvier 2024, lors du lancement d'Oyass Capital. Ce fonds créé par la holding d'investissement sénégalaise Fonsis (Fonds souverain d'investissements stratégiques) facilitera l'accès aux financements en capital, au profit de petites et moyennes entreprises (PME) sénégalaises. Oyass qui est un

fonds hybride, prévoit de mobiliser auprès d'entités publiques et privées, un montant supplémentaire de 15 milliards fcfa, au cours des prochains mois, pour atteindre sa taille cible de 50 milliards fcfa. Ce véhicule, qui sera géré par la société de gestion de fonds de privateequity SEAF (Small Enterprise Assistance Funds), se déploiera au cours des prochains mois auprès de PME sénégalaises à

fort potentiel. Les critères de sélection des entreprises, les montants à allouer n'ont pas été divulgués. Précisons que Fonsis qui est détenu par l'Etat sénégalais a officiellement démarré ses activités en octobre 2013. Grâce à cette holding, le gouvernement sénégalais espère renforcer ses investissements dans le secteur privé, afin de dynamiser l'activité économique productive.

BURKINA FASO

Le gouvernement annonce un projet textile de près de 25 millions \$

Le Burkina Faso est actuellement le deuxième producteur africain de coton derrière le Bénin. Comme dans la majorité des pays producteurs de la sous-région, le niveau de la transformation locale est encore faible. Au Burkina Faso, le gouvernement a approuvé le 7 février en Conseil des ministres, la création d'une Société d'économie mixte à participation majoritaire

de l'État. « La création de cette société vise la mise en place d'un projet textile motivé par le souci de répondre à la demande de plus en plus croissante de produits textiles d'habillement », souligne le communiqué. D'un coût total de 15 milliards Fcfa (24,6 millions \$), ledit projet porte notamment sur l'installation d'une unité industrielle de fabrication de produits textiles et de vête-

ments militaires, paramilitaires, civils et professionnels. Selon les autorités, la nouvelle usine sera équipée pour transformer 2 160 tonnes de coton fibre en fil, produire 270 tonnes de tricot et 3,78 millions de mètres de tissu par an. Il convient de noter que pour entrer en activité, cette Société d'économie mixte à participation majoritaire de l'État doit se constituer un capital social de 10

milliards Fcfa (16,4 millions \$). À cette fin, le gouvernement a décidé de mobiliser cette enveloppe en autorisant des prises de participations de plusieurs entreprises publiques, dont la Société des fibres textiles (Sofitex). Cette dernière devrait y prendre une participation de 30 % pour un coût total de 3 milliards Fcfa (5 millions \$), ce qui en fera l'actionnaire majoritaire de la Société.

BOTSWANA

Le budget 2024/25 prévoit l'achat de 24 % d'intérêts dans le négociant belge de diamants HB

En mars 2023, l'État botswanais a annoncé un accord avec HB, lui permettant de prendre 24 % d'intérêts dans la société de négoce belge et de vendre une partie des diamants produits dans le pays. Pour Gaborone, l'objectif est d'accroître les revenus générés par son secteur des diamants.

Au Botswana, le gouvernement a prévu 890 millions de pulas (65 millions de dollars) pour acquérir une participation de 24 % dans HB Antwerp. C'est ce que montrent des documents du budget 2024/25 consultés jeudi 8 février par l'Agence Ecofin, confirmant une information de Reuters. En effet en mars 2023, le président botswanais Mokgweetsi Masisi a annoncé un partenariat avec le négociant belge de diamants, afin d'accroître les revenus générés par l'exploitation des diamants dans le pays. Il s'agit pour les autorités de bénéficier davantage des retombées financières liées à la taille et au polissage des diamants. Gaborone prendrait ainsi une participation dans HB et fournirait des diamants à la société en vue de leur vente sur une période de cinq ans. Les deux parties doivent encore formaliser leur accord, mais si la transaction est validée avec cet investissement initial du gouvernement, HB Antwerp serait valorisée à plus de 270 millions de dollars. Pour rappel, l'exploitation des diamants représente environ 20 % du PIB au Botswana et plus de 80 % des exportations. Le gouvernement a conclu en juin 2023 un nouvel accord de 10 ans avec De Beers, son principal partenaire dans l'exploitation de ces pierres précieuses. Combiné au deal en cours de négociation avec HB, cet accord devrait accroître les revenus que l'État tire du secteur minier local.

LE CAC 40 EN LÉGER REPLI

L'Oréal et Hermès animateurs des marchés

En hausse la veille, les Bourses européennes ont terminé en léger recul. Le secteur du luxe a encore animé les marchés suite aux résultats annuels de L'Oréal et de Hermès. Le numéro un mondial des cosmétiques a fini bon dernier de l'indice CAC 40, pénalisé par le recul de ses revenus en Asie du Nord.

Contrario, le second a terminé à la place de leader de cet indice à la faveur de solides résultats annuels. En début d'après-midi, son action a dépassé les 2205 euros inscrivant un nouveau record. Le CAC 40 a reculé de 0,24% à 7647 points. A Londres, Tesco a glané 0,12% à 280,75 pence alors que Barclays a perdu 0,63% à 142,26 pence. Les activités bancaires du géant britannique de la grande distribution vont tomber dans l'escarcelle de la banque britannique, ont fait savoir les deux entreprises ce vendredi. Montant de l'opération :

600 millions de livres (702,42 millions d'euros). Barclays intégrera les activités bancaires existantes de Tesco dans le domaine des cartes de crédit, des prêts et de l'épargne, en ajoutant 8,3 milliards de livres de prêts non garantis et environ 6,7 milliards de livres de dépôts. L'Oréal (-7,58% à 418,80 euros) a occupé la dernière place du CAC 40 après avoir réalisé une croissance décevante au quatrième trimestre. Le numéro un mondial des cosmétiques a été pénalisé par le recul de 6,2% de ses revenus en Asie du Nord, à comparer

avec un consensus de +0,4%. Cette région "reste impactée par un marché de la beauté atone en Chine et par le reset du Travel Retail à la suite du changement de politique à l'égard des daigous", a expliqué la société. Cette dernière fait référence aux chinois achetant à l'étranger pour le compte de leurs compatriotes en Chine continentale. Hermès (+4,80% à 2174,50 euros) a fini leader de l'indice CAC 40 à la faveur de solides résultats 2023. Sur l'année, son résultat net consolidé part du groupe s'établit à 4,31 milliards d'euros (soit 32,1% des ventes) contre 3,36 milliards d'euros en 2022. Il représente "une progression de 28% qui résulte de la solide performance opérationnelle ainsi que d'une amélioration

de la rémunération de la trésorerie", explique le géant du luxe. Son résultat opérationnel courant a progressé de 20% à 5,65 milliards d'euros contre 4,69 milliards d'euros en 2022. Le taux d'inflation annuel en Allemagne est ressorti à 2,9% en janvier en ligne avec les attentes après 3,7% le mois précédent. En rythme mensuel, les prix à la consommation ressortent en hausse de 0,2% comme attendu après +0,1% en décembre. En rythme annuel, l'inflation IPCH s'établit à +3,1% comme attendu après +3,8% en décembre. En rythme mensuel, l'inflation IPCH s'établit à -0,2% en ligne avec les prévisions après +0,2% le mois dernier.

La Bourse de Tokyo portée par le recul du yen

La Bourse de Tokyo était bien orientée vendredi 9 février au matin, après la progression de Wall Street la veille et soutenue par la baisse du yen dans la foulée de commentaires d'un responsable de la Banque du Japon (BoJ). L'indice vedette Nikkei gagnait 1,03% à 37.243,25 points vers 01h00 GMT, et l'indice élargi Topix progressait de 0,48% à 2.574,09 points. La devise nippone a chuté jeudi à son plus bas niveau depuis novembre face au dollar après que l'un des gouverneurs adjoints de la BoJ, Shinichi Uchida, a rappelé que la politique monétaire de l'institution devrait rester très accommodante même si elle renonçait à son taux négatif.

SoftBank remis à flot

Le titre SoftBank Group s'envolait de 12%, après l'annonce jeudi du retour dans le vert de l'entreprise du milliardaire Masayoshi Son entre octobre et décembre, pour la première fois depuis plus d'un an, grâce notamment à des gains sur investissements. Le groupe, qui a bâti sa réputation sur son pari réussi sur le chinois Alibaba, s'est aussi félicité d'avoir su diversifier son portefeuille d'investissements ces dernières années, pour amorcer en particulier un virage vers l'intelligence artificielle via sa filiale britannique Arm, qu'il considère comme le nouveau joyau de son patrimoine.

Nissan s'enfonce

Le constructeur automobile Nissan chutait lui de 10%. L'allié de Renault a publié la veille des résultats trimestriels inférieurs aux attentes, tout en maintenant ses objectifs annuels, comptant sur des effets de change favorables. Nissan a par ailleurs assuré que son «très bon partenariat» avec Renault n'était pas remis en cause par l'abandon de l'introduction en Bourse d'Ampere, la filiale électrique du constructeur français.

Honda dans le vent

Le numéro deux de l'automobile Honda (-0,9%) a lui de nouveau relevé jeudi ses prévisions de bénéfices annuels pour refléter l'amélioration de ses revenus et l'impact toujours positif de la baisse du yen, malgré un environnement de marché «difficile» en Asie.

Le pétrole en progression

Le yen se stabilisait par rapport au dollar, qui valait 149,34 yens vers 01H00 GMT contre 149,32 yens jeudi à 21H00 GMT. La monnaie européenne n'évolue guère non plus, à 160,92 yens contre 160,93 yens la veille, et à un euro pour 1,0775 dollar contre 1,0778 dollar jeudi. Le pétrole était en hausse: vers 01H00 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,14% à 76,33 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Février 2024
Valeur : 12 Février 2024

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.3627	134.3777
1	EUR	EURO	144.8296	144.8726
1	GBP	POUND STERLING	169.6927	169.7760
100	JPY	JAPANESE YEN	90.3157	90.3319
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6737	18.6760
1	CHF	SWISS FRANC	153.8387	153.9263
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.8608	99.9091
1	DKK	DANISH KRONE	19.4292	19.4331
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8330	12.8370
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7020	12.7069
1	AED	UAE DIRHAM	36.5792	36.5883
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8272	35.8369
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.2425	436.4329
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.7097	43.1389
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3488	13.3503
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7071	27.8491
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5377	3.5381
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.2119	178.2119

WALL STREET

Nouveau record en clôture pour le S&P

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, avec un Dow Jones en légère baisse alors que le S&P-500 a clôturé pour la première fois de son histoire au-dessus de 5.000 points, porté par les plus grosses capitalisations. L'indice Dow Jones a cédé 0,14%, ou 54,64 points, à 38.671,69

points. Le S&P-500, plus large, a gagné 28,70 points, soit 0,57%, à 5.026,61 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 196,95 points (1,25%) à 15.990,66 points, après avoir dépassé en séance les 16.000 points pour la première fois depuis novembre 2021. En l'absence d'indicateurs importants

et alors que plusieurs responsables de politique monétaire ont de nouveau appelé cette semaine à la prudence avant une baisse des taux de la Réserve fédérale, les investisseurs se sont notamment tournés vers les valeurs liées à l'intelligence artificielle en tablant sur de bons résultats trimestriels.

Les plus grosses capitalisations boursières comme Microsoft (+1,55%), Alphabet (+2,11%) et Amazon.com (+2,71%) ont profité de la tendance, ainsi que les fabricants de semi-conducteurs, en particulier Nvidia dont le titre a terminé à un niveau record (+3,57%).

MARCHÉ DU CACAO

Les prix atteignent des records pour le neuvième jour consécutif

Les prix mondiaux du cacao ont atteint de nouveaux records pour la neuvième journée consécutive vendredi, laissant les acteurs du marché paniquer à l'idée que les pénuries d'approvisionnement deviennent systémiques et s'étendent à une quatrième saison consécutive, si ce n'est plus. La flambée des prix devrait également affecter davantage les consommateurs de chocolat, les chocolatiers ayant épuisé la majeure partie de leurs stocks de fèves bon marché, ont déclaré les experts de l'industrie. Le grand chocolatier Hershey

a déclaré jeudi qu'il s'attendait à ce que les prix historiques du cacao limitent la croissance de ses bénéfices cette année, en raison d'un nouveau ralentissement de la demande pour ses produits les plus chers. "La panique est déjà très présente sur le marché, mais nous pourrions potentiellement aller encore plus haut", a déclaré Paul Joules, analyste chez Rabobank. "Pour moi, le véritable risque concerne la prochaine saison. Lorsque nous aurons des tournées de récoltes au deuxième trimestre, si le nombre de gousses est faible,

les gens se demanderont s'il s'agit d'un problème systémique", a-t-il ajouté. Joules a expliqué que les maladies qui touchent actuellement les cacaoyers dans la principale région productrice, l'Afrique de l'Ouest, sont bien pires que ces dernières années, et qu'il n'y a pas d'autre traitement que d'abattre les arbres et de les replanter. Les contrats à terme de référence sur le cacao ICE London LCCc1 ont atteint un record de 4.916 livres la tonne métrique vendredi et se négociaient 2,2% plus haut à 4.762 livres à 1401 GMT. Les prix ont plus

que doublé depuis le début de l'année dernière. A New York, les contrats à terme de référence sur le cacao ICE CCc1 ont atteint un nouveau sommet de 6 030 dollars la tonne vendredi et étaient en dernière position en hausse de 0,5% à 5 827 dollars, ayant presque doublé depuis le début de l'année dernière. Un sondage Reuters sur le cacao la semaine dernière prévoyait un déficit mondial de 375 000 tonnes pour la saison 2023/24, soit plus du double de ce qu'indiquait le sondage précédent en août, et marquant un troisième défi-

cit consécutif pour le marché. Les négociants ont déclaré qu'en dépit des prix record, les vendeurs de cacao physique se sont largement retirés du marché, ce qui laisse un problème de liquidité persistant. Dans les autres produits de base, le sucre brut SBc1 a augmenté de 0,9% à 24,20 cents la livre, tandis que le sucre blanc LSUc1 a augmenté de 0,5% à 668,70 dollars la tonne. Le café arabica KCc2 a augmenté de 1,1% à 1,8785 dollar la livre et le café robusta LRCc2 a augmenté de 1,7% à 3 162 dollars la tonne.

SUBMERGÉE PAR LA PRODUCTION CHINOISE

L'industrie européenne des panneaux solaires appelle à l'aide

L'ESMC, organisation qui représente les fabricants européens de panneaux solaires, a envoyé une lettre à la Commission européenne pour demander des mesures d'urgence face à la vague de panneaux chinois à bas coûts.

Les fabricants de panneaux solaires européens sont au bord du gouffre et la Commission européenne se penche à leur chevet. Elle pourrait décider de mesures de soutien et ouvrir une enquête pour concurrence déloyale contre les fabricants chinois. Les acteurs européens font en effet face à une véritable déferlante de panneaux solaires à bas coût venus de Chine. C'est l'European Solar Manufacturing Council (ESMC), organisme qui représente les industriels des panneaux solaires via quelque 80 entreprises européennes, qui tire le signal d'alarme. Elle alerte sur une situation de surcapacité mondiale. Depuis deux ans, les panneaux photovoltaïques chinois inondent le marché européen à des prix défilants toute concurrence. "Actuellement, il y a un stock estimé de 140-170

millions de modules photovoltaïques dans les ports et les entrepôts européens (l'équivalent de 70-85 GW)", note l'ESMC, dénonçant une "stratégie industrielle agressive de la part de la Chine". Des produits subventionnés par Pékin face auxquels il est impossible pour les fabricants européens d'être compétitif. Pour l'ESMC, cette situation "a conduit à un effondrement des prix des panneaux et laisse de larges quantités d'invendus sur les bras des fabricants européens".

Sous-production critique

Résultat, quatre usines de panneaux solaires ont d'ores et déjà fermé ou ont annoncé leur intention de le faire ces dernières semaines. Et d'au-

tres pourraient suivre. L'accumulation des invendus pourrait conduire à l'arrêt, voire à la fermeture définitive de lignes de production. "Nos entreprises sont en concurrence avec une industrie fortement subventionnée -qui fournit des panneaux à des prix ne garantissant mais pas la rentabilité aux fabricants subventionnés- créant ainsi une compétition inéquitable qui mène à des fermetures et des faillites en Europe." L'industrie européenne des panneaux solaires tourne donc au ralenti. Alors que la capacité de production à l'échelle du continent était estimée à 11 GW en 2023, selon l'ESMC, "seuls 2 GW de modules ont été produits par les industriels européens" à cause des prix trop bas ("dont environ 1 GW conservé dans les inventaires").

APRÈS L'IA

Sam Altman veut s'attaquer au marché des semi-conducteurs à coup de milliers de milliards de dollars

Le fondateur d'Open AI souhaite résorber les pénuries de puces informatiques nécessaires pour faire fonctionner les modèles de langage comme ChatGPT. Il s'est entretenu avec de potentiels investisseurs dont le gouvernement émirati. Le patron d'OpenAI, Sam Altman, veut lever des milliers de milliards de dollars pour réorganiser l'industrie mondiale des semi-conducteurs, et s'est entretenu avec de potentiels investisseurs dont le gouvernement émirati, a rapporté jeudi le Wall Street Journal (WSJ). OpenAI a participé à «des discussions productives autour du développement de l'infrastructure mondiale et des chaînes d'approvisionnement pour les puces, l'énergie et les data centers», selon une porte-

parole de l'entreprise interrogée par le quotidien, ajoutant qu'OpenAI «continuera à tenir le gouvernement américain informé». Le quotidien estime que le coût total de la réalisation du projet de Sam Altman pourrait atteindre quelque 7.000 milliards de dollars. Soit quelque 1.000 milliards de dollars de plus que la valeur marchande combinée des deux plus grandes entreprises de la planète, Apple et Microsoft. M. Altman chercherait à résoudre certains des plus grands défis auxquels fait face le secteur de l'intelligence artificielle en pleine expansion, notamment une pénurie de puces informatiques coûteuses nécessaires pour faire fonctionner les grands modèles de langage comme ChatGPT, logiciel d'in-

telligence artificielle générative dont OpenAI est propriétaire. D'après le WSJ, M. Altman a rencontré de hauts représentants du gouvernement des Émirats arabes unis ainsi que le directeur général du groupe japonais SoftBank, Masayoshi Son, et des représentants du géant taiwanais Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC). M. Altman a évoqué l'idée de construire des dizaines d'usines de fabrication de puces dans les prochaines années avec l'argent provenant d'investisseurs du Proche-Orient, et de payer TSMC pour les construire et les exploiter, selon le média américain. De nombreux pays ont dévoilé des plans pour soutenir la production de puces sur leur territoire, mais les

montants évoqués apparaissent maigres au regard des sommes colossales dont M. Altman discute avec les investisseurs selon le WSJ. L'industrie mondiale des puces est actuellement dominée par quelques entreprises seulement, dont TSMC et l'américain NVIDIA. Ces dernières semaines, Bloomberg et le Financial Times ont également fait état de réunions conduites par la star de la Silicon Valley. Largement considérée comme une révolution comparable à l'avènement d'internet, l'IA générative permet de produire textes, lignes de code, images et sons sur simple requête en langage courant. Elle suscite aussi de fortes inquiétudes, notamment au sujet de la démocratie et de l'emploi.

SELON L'OCDE

L'isolement pendant la pandémie pourrait avoir fait reculer la productivité de 40 ans

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'impact des fermetures d'écoles sur l'éducation des enfants pendant la pandémie de COVID-19 pourrait avoir retardé de 40 ans les chances d'une augmentation de la croissance économique mondiale. Cette sombre prédiction a été avancée par l'OCDE dans son rapport intérimaire de février 2024 sur les perspectives économiques : "Renforcer les fondements de la croissance". Le rapport intérimaire examine les perspectives économiques mondiales et les prévisions d'inflation pour 2024, ainsi que les risques géopolitiques actuels tels que les perturbations du commerce dues au conflit de la mer Rouge. L'impact de l'isolement sur l'éducation des enfants pourrait ralentir la croissance. Le rapport révèle une chute sans précédent des résultats des tests de mathématiques et de lecture chez les jeunes de 15 ans entre 2018 et 2022, années de la pandémie, en citant le rapport mondial PISA (Performance for Interna-

tional Student Assessment) de l'OCDE pour 2023.

Pourquoi est-ce important de combattre l'isolement et la solitude ?

Selon l'OCDE, cette baisse des résultats pourrait avoir des répercussions négatives sur la productivité mondiale, la diffusion des connaissances et l'innovation pendant 30 à 40 ans, en raison de l'impact de la baisse des résultats dans l'enseignement secondaire et, à terme, sur les possibilités d'études supérieures et d'emploi. Selon le rapport, ces résultats peuvent être principalement attribués à la mise en place de l'apprentissage en ligne par de nombreuses écoles pendant la pandémie. Les enfants issus de milieux économiquement plus défavorisés n'auraient pas bénéficié des avantages de l'apprentissage en ligne comme les autres élèves, en raison d'un manque de ressources. Ces inconvénients vont du manque d'accès à Internet ou aux ordinateurs, à l'absence d'espace d'étude, et

même au manque de soutien de la part des enseignants et des pairs, entre autres. Les fermetures d'écoles ayant duré des années dans certains pays, un certain nombre d'étudiants ont également constaté un impact sur leur santé mentale, qui s'est également répercuté sur leur vie académique. Selon le député conservateur britannique Duncan Smith, cité par This Is Money : "Beaucoup d'entre nous savaient ce qui allait se passer. Le fait que des enfants soient exclus de l'école est un désastre".

Les réformes de l'éducation sont la voie à suivre

Toutefois, les résultats des tests ont également mis en évidence certaines failles importantes dans plusieurs systèmes éducatifs qui existaient bien avant la pandémie, et montrent clairement la nécessité de procéder à des changements. Il faut notamment relever le niveau de qualification des enseignants et améliorer la qualité de l'enseignement.

ETATS-UNIS

L'emploi défie encore la gravité en janvier

Les créations d'emplois aux Etats-Unis ont une fois de plus surpassé toutes les attentes pour le premier mois de 2024, du pain bénit pour le président Joe Biden en pleine campagne électorale, mais le diable se cache peut-être dans les détails. En janvier, 353.000 emplois ont été créés, a annoncé vendredi le département du Travail, deux fois plus qu'attendu, et est même un peu supérieur à décembre, dont les données ont pourtant été révisées à la hausse. Le taux de chômage, lui, est stable à 3,7%.

"L'économie américaine est la plus forte du monde", a même clamé Joe Biden, qui brigue un second mandat à la Maison Blanche. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, les consommateurs, qui ont longtemps reproché au président démocrate la flambée des prix, sont "désormais assurés que l'inflation continuera de ralentir", et leur moral a bondi en janvier à son plus haut niveau depuis juillet 2021, selon l'estimation finale de l'Université du Michigan, également publiée vendredi.

La campagne électorale pour la présidentielle de novembre est lancée. Le principal concurrent de Joe Biden côté républicain est l'ancien président Donald Trump, qui vante régulièrement la santé vigoureuse de l'économie américaine lorsque lui-même était à la Maison Blanche. "Indicateurs de faiblesse" Cependant, si certains éléments montrent "la solidité remarquable du marché du travail", il y a aussi "des indicateurs de faiblesse préoccupants", nuance Julia Pollak, cheffe économiste pour le site d'annonces d'emplois ZipRecruiter. Elle relève notamment que "la durée hebdomadaire moyenne du travail, est tombée à son niveau le plus bas depuis la récession" de 2020, liée à la crise du Covid-19, et, avant cela, depuis 2010.

TOYOTA YARIS

Plus de muscle et de techno

Au catalogue depuis 2019, la petite Yaris s'offre une mise à jour. Si son look ne change pas, elle accueille un moteur à la puissance majorée, un système multimédia plus performant et des aides à la conduite plus évoluées. L'heure du restylage a sonné pour la citadine japonaise. Toutefois, le terme est ici mal choisi puisque le physique de cette Toyota Yaris n'évolue pas. La firme japonaise a préféré se pencher sur ses dessous et les aspects techniques.

Cela se passe tout d'abord sous le capot. En plus du moteur Hybride de 116 ch, une offre de 130 ch vient compléter le catalogue. Plus puissant et plus « coupleux » avec 185 Nm au lieu de 141 Nm, il permet des accélérations plus vigoureuses avec un 0 à 100 km/h abattu en 9,2 secondes (0,5 s de gagné). Quant aux consommations, elles sont très proches de la version de 116 ch avec une homologation oscillant entre 3,9 et 4,3 l/100 km. À noter que ce nouveau moteur n'est



disponible que sur les finitions GR Sport et Première.

C'est ensuite dans l'habitacle que les ingénieurs se sont attardés. Ainsi, le conducteur profite désormais d'un nouveau combiné d'instrumentation de 7 pouces, ou 12,3 pouces sur les niveaux Collection, GR Sport et Première. Il est paramétrable selon neuf ou douze possibilités selon sa taille.

Le nouveau système multimédia Toyota Smart Connect dispose d'une interface plus intuitive et réactive. Il repose sur un écran tactile de 9 ou 10,5 pouces selon les finitions. La commande vocale est plus évoluée puisqu'il est possible de commander la climatisation, sans même devoir baisser le volume de la radio.

Les futurs propriétaires de Yaris pourront accéder à leur auto via leur smartphone. Disponible de série sur la Première et en option sur la GR Sport, cette clé numérique est compatible avec Apple et Android et peut être partagée avec cinq personnes.

Une conduite de plus en plus assistée

Le système T-Mate qui regroupe les aides à la conduite affine ses possibilités. L'utilisation d'une nouvelle caméra et d'un radar qui peut balayer plus loin et plus largement qu'auparavant permet d'augmenter la portée de la détection des accidents. Le système de pré-collision prend désormais en compte les motos. Quant au régulateur adaptatif associé à l'aide au maintien dans la voie, il a été revu afin d'être plus fin dans ses réactions.

La Toyota Yaris Hybride 130 ch est d'ores et déjà disponible au prix de 30 450 € (GR Sport) et 31 450 € (Première).

MAZDA MX-5

Le plus célèbre des roadsters fête son 35^e anniversaire

Le 9 février 2024, le roadster Mazda MX-5 célébrera son 35^e anniversaire. Retour sur 4 générations vendues dans le monde à plus de 1 250 000 unités.



Tout a débuté en 1989 au salon automobile de Chicago par un véhicule sachant allier avec finesse le meilleur des deux mondes. Celui d'antan, l'univers des roadsters anglais et italiens, légers et agiles qui étaient fort nombreux dans les années 1960. Et celui, contemporain, avec la fiabilité, la modernité et la sécurité à la clé. Une spécialité qui fait partie de l'ADN des ingénieurs nippons. Aujourd'hui, cette exception culturelle véritable ode au plaisir de conduire, la Mazda MX-5 fête ses 35 ans.

Des yeux de grenouille

C'est la génération de type NA qui ouvre le bal reconnaissable immanquablement par sa paire de phares escamotables. Le cœur de l'auto étant un moteur essence à quatre cylindres, implanté longitudinalement à l'avant du châssis en position centrale. La puissance étant transmise aux roues arrière par le biais d'une boîte de vitesses mécanique.

Une architecture qui garantit une répartition optimale des masses, un comportement routier dynamique et surtout un lot de sensations sans avoir recours à de fortes puissances ni de rouler à des vitesses prohibées. La quadrature d'un cercle vertueux en somme.

La seconde génération baptisée MX-5 NB arrive en 1998

En quatre générations, respectivement dénommées NA, NB, NC et ND pour l'actuelle lancée en 2016, la Mazda MX-5 surnommée affectueusement Miata, au Japon et en Amérique du Nord, s'est écoulée

à ce jour à 1 256 745 unités. Dont 40% outre Atlantique, le pays des V8 et des big blocks.

Quand la Miata se dédouble

Depuis la troisième mouture présentée en 2005 qui fut au catalogue jusqu'en 2015 avec dans l'intervalle deux restylages successifs en 2009 et 2012, la MX-5 voit double. Aux côtés de la traditionnelle silhouette à capote de toile souple est lancée en renfort une variante coiffée d'un toit rigide escamotable

son passager roulent cheveux au vent.

Pas de crise de puissance

Au fil du temps, la Mazda MX-5 est montée en puissance mais jamais avec excès. L'offre initiale reposait sur un moteur 1.6 décliné en versions de 90 et 115 ch et sur un bloc 1.8 fort de 130 ch. Une mécanique amplement suffisante pour animer avec vivacité un engin pesant entre 955 et 990 kg. Aujourd'hui la gamme de la MX-5 ND laisse le



dans le coffre. Une Miata pour les urbains qui désormais ne craignent plus les coups de cutters.

Un duo qui reste d'actualité sur sa remplaçante lancée en 2016. Mais les ingénieurs de la marque ont pris soin de faire évoluer la recette. La silhouette dotée d'un couvre-chef rigide s'inspire désormais d'un toit de type Targa baptisée Mazda MX-5 RF acronyme de Retractable Fastback. Ce dernier a pour avantage, non négligeable, de pas prendre de place dans le coffre lorsque le pilote et

choix entre un bloc 1.5 de 132 ch et un 2.0 de 184 ch. Une hausse nécessaire et suffisante pour un véhicule revendiquant entre 975 et 1 080 kg sur la balance. En outre, et cela est assez singulier pour être souligné en 35 ans, la MX-5 a rétréci.

La première mouture mesurait 3,98 m de long tout comme la seconde. Son gabari a tout juste dépassé la barre symbolique des 4 mètres (4,02 m pour être précis) sur la troisième génération tandis que l'actuelle a un gabarit de 3,91 m.



YOUTUBE GAGNE BEAUCOUP D'ARGENT,
MAIS EN REDISTRIBUE AUSSI ÉNORMÉMENT

65 milliards d'euros en 3 ans

Le grand patron de YouTube, Neal Mohan, a fait plusieurs annonces importantes aux créateurs de contenus de la plateforme. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à gagner de l'argent grâce au service vidéo de Google.



Dans sa lettre annuelle envoyée ce mardi 6 février 2024, que Clubic a pu consulter, Neal Mohan, le directeur général de YouTube, a célébré le succès financier du YouTube Partner Program (YPP), le programme partenaire du service qui offre aux créateurs la possibilité de monétiser leur(s) chaîne(s) et contenus. En trois ans, il a permis de reverser plus de 70 milliards de dollars (65 milliards d'euros) aux créateurs, artistes et entreprises multimédia.

**3 millions de chaînes
sont monétisées sur YouTube**

Avec plus de 3 millions de chaînes qui participent au programme de monétisation, il est difficile de nier le succès de YouTube. Mais la plateforme, qui rassemble de plus en plus d'abonnés payants, ne compte pas s'arrêter là et s'est fixée plusieurs objectifs pour 2024. Parmi les priorités de YouTube, il y a la nécessité de développer et d'améliorer les outils nourris à l'intelligence artificielle, que ce soit ceux lancés en 2023 ou ceux à

venir. Le service vidéo de Google s'engage à démocratiser ces outils pour faciliter la création vidéo directement depuis son téléphone, par exemple, par le biais de Shorts, ces petits formats courts « façon Reel et TikTok ».

« Les créateurs doivent être reconnus comme des acteurs de la nouvelle génération de l'industrie créative ». YouTube semble décidée à mieux mettre en valeur ses créateurs, en essayant de convaincre ses partenaires mais aussi les décideurs politiques de la valeur des vidéastes et des chaînes, que ce soit sur le plan du divertissement, ou en termes de valeur économique.

**YouTube veut améliorer
votre expérience sur grand écran**

Salon et abonnements, voilà deux autres priorités de 2024 pour YouTube. Pour les salons, la plateforme veut améliorer l'expérience télévisuelle, pour mettre à égalité les contenus des grands studios et ceux des YouTubeurs. En trois ans, le nombre de créateurs ayant généré la majorité de leur temps de visionnage sur grand écran a bondi de plus de 400 %. Vous faites d'ailleurs peut-être partie de celles ou ceux qui apprécient regarder des vidéos YouTube sur leur TV. Aujourd'hui, les créateurs sont en tout cas toujours plus nombreux à optimiser leurs contenus pour qu'ils puissent être vus sur un téléviseur. Enfin, pour YouTube, l'engagement envers la protection de l'économie des créateurs reste fondamental. Le service soutient la croissance responsable des jeunes, entend fournir des informations de qualité, surtout pendant des temps forts comme les élections, et fait face aux défis de l'IA générative en essayant de faire preuve de transparence, ce qui n'est pas toujours évident. La plateforme veut se positionner comme un acteur responsable dans la promotion de la santé mentale et le soutien aux créateurs.

AU DÉTRIMENT DE SON NOUVEAU MATE 60 Huawei de plus en plus investi dans l'IA

Huawei veut aussi pouvoir se développer dans le secteur de l'intelligence artificielle. Et pour ce faire, il préfère allouer ses moyens de production à sa dernière puce IA qu'à sa gamme de smartphones haut de gamme Huawei Mate 60. L'intelligence artificielle est le sujet économique à la mode. Tous les acteurs de la tech souhaitent pouvoir rapidement proposer des produits et des services, que ce soit à travers des chatbots comme ChatGPT, ou bien des équipements d'infrastructure, dont la pièce la plus importante est le semi-conducteur. Dans ce domaine, c'est Nvidia qui rafle tout, et de manière spectaculaire, depuis un an. Le fabricant est tellement incontournable qu'il continue de travailler sur le marché chinois, pourtant fortement contraint par les restrictions des États-Unis. Mais Huawei ne compte pas le laisser faire sur son marché national.

**La puce Ascend 910B
avant la puce Kirin**

Il est depuis un certain temps déjà impossible de proposer en Chine les puissantes puces IA de Nvidia H100 et A100, du fait des sanctions américaines. Côté local, la production la plus importante est la Ascend 910B, développée par Huawei, ce qui en fait de facto, et malgré la capacité de certaines entités chinoises à circonvier les sanctions de Washington, le semi-conducteur le plus prisé par de nombreux acteurs chinois de l'IA. Malheureusement, à l'heure actuelle, Huawei ne dispose pas de lignes de production assez amples pour satisfaire la demande. Ainsi, selon Reuters, le géant a dû faire des arbitrages. La direction a en effet effectué des changements au niveau d'installations utilisées à la fois pour fabriquer la puce Ascend 910B et la puce Kirin qui équipe les smartphones Mate 60. Une plus grande partie des moyens de production sera ainsi allouée à la première, ce qui va mécaniquement réduire la production de la seconde.

**Un coup dur
pour le Huawei Mate 60 ?**

Un virage pris peut-être au pire moment pour la firme spécialisée dans les télécommunications. Elle avait en effet enfin repris des couleurs dans le secteur des smartphones, après une traversée du désert de trois ans, et ce grâce au très gros succès de son téléphone haut de gamme Huawei Mate 60, compatible 5G malgré les sanctions américaines. Toujours d'après la même source, Huawei espère que cette décision ne sera qu'une solution d'urgence. Le groupe travaille en effet dans le même temps à l'amélioration de la productivité de ses installations, une hausse de la productivité qui lui permettrait de répondre à la demande à la fois des puces IA, et des Huawei Mate 60. Reste à savoir si l'entreprise y arrivera, et si oui, dans combien de temps ?

■ Brèves

Sudo disponible dans Windows 11

La célèbre ligne de commande qui permet de conférer à n'importe quel utilisateur des droits d'accès racine utilisée dans la grande majorité des systèmes Linux mais aussi Unix fait son entrée dans un système d'exploitation et pas n'importe lequel : Windows 11. Plus précisément, c'est en fait le cas dans la dernière version Insider Preview Build 26052. « Sudo pour Windows est un nouveau moyen pour les utilisateurs d'exécuter des commandes élevées directement à partir d'une session de console non élevée. Il s'agit d'une solution ergonomique et familière pour les utilisateurs qui souhaitent élever une commande

sans avoir à ouvrir une nouvelle console élevée », indique Microsoft. L'éditeur indique par ailleurs qu'il va proposer Sudo pour Windows à la communauté open source prochainement.

Nvidia veut concevoir des puces IA pour d'autres

Selon Reuters, le fournisseur de Santa Clara planche sur la création d'une business unit axée sur la conception de puces sur mesure, y compris celles dédiées à l'IA, pour d'autres sociétés comme les fournisseurs de cloud par exemple. Le spécialiste des accélérateurs à base de GPU veut se positionner

sur un marché en forte croissance. Amazon, Meta, Microsoft, Google travaillent sur la conception de leurs propres puces IA. Et que dire de la dernière rumeur (lancée par Wall Street Journal) sur la volonté de Sam Altman, CEO d'OpenAI, de lever des milliers de milliards (un montant de 7 000 milliards est avancé) pour se lancer dans la conception et la fabrication de puces IA.

Une faille dans FortiOS activement exploitée

La vulnérabilité CVE-2024-21762 touche le service VPN SSL du système d'exploitation de Fortinet. D'une sévérité de 9,6, elle est dé-

crite comme une capacité de débordement d'écriture pouvant entraîner une exécution de code à distance. Un correctif a été mis en place par l'éditeur, mais en cas d'impossibilité d'application du patch, Fortinet recommande de désactiver le VPN SSL sur les équipements sous FortiOS. Une semaine chargée pour le spécialiste de la sécurité réseau avec la découverte d'autres failles la CVE-2024-23113 (Critique), la CVE-2023-44487 (Moyenne) et CVE-2023-47537 (Moyenne). Par ailleurs, les experts de Fortinet ont découvert qu'un groupe APT soutenu par l'État chinois, connus sous le nom de Volt Typhoon, a ciblé les vulnérabilités de FortiOS pour déployer le malware Coathanger.

Mots fléchés

Endormager Répond au mauvais élève	↓	Enchevêtrements	Affecter d'ours Richesses en ruine	↓	Protrubances	Saint de Bigorre Bouts d'un lan	↓	Loume de pêcheur	↓	Volcan de Bielle Breuvage des cieux	↓	Panards	↓
↓		↓	↓		↓	↓				↓		Cartes en main	
Cousin germain Arbres du Liban	←						Graine de royaume Rienvenu sans difficulté Point réussies	→				↓	
↓						Comprendre de l'air symbolisé	↓	↓	Partie qui cherche le poulet	→			
Roulement de tambour Défense écrivaine	←		Pointes de bases Atrapaées	←		Base de bière Racké	←				Entrée en la nature Ville des accords	←	
↓			↓	Entité politique	←	↓			Atmosphère	←	↓		Grochets à assignée
Surprise pécale Parler des richesses	←				Ballot pour ballots Montre tremblée	←			Qui a du chien	←			↓
↓				Juste au goût Un nom berrichon	←	↓				Article Muculabres	→		
Bavard haut en couleur		Exemples de games Mondé de redier	→	↓					Abréviation de l'ecament Peut être particulière	←	↓	Individu	
↓		↓	Collection de printemps Civités de die	→			Techni-tum	Sentence populaire	↓			↓	
Accord commercial	Reportoire Division de Toulon	→	↓				↓	Possessif Refuge	←		Un point c'est tout Poésie de Yeats	←	
↓	↓			Gare à toi, perleien		Dérober Ville de Belgique	←	↓			↓		Entourée de pils
Survenu Mettre fin au bouquet	←			↓		↓		Envenime	←				↓
↓					Mets pour grandes occasions	→						Une vie de travail	
Convention écrite	Extrait de phrase Reconnu	→			Sabir le tribunal		Arrière du violon Émées	→				↓	
↓	↓			Choise Jus de plantes	←	↓			Bien mondu		Petit cale	←	
Divinités féminines Partie de journée	←		↓					Déclaté récemment Chaleur animale	←	↓		Un point cardinal	
↓		Manche de pongiste Saint normand	→			Ont des durées inégales	←	↓			Service de nombre	→	
Le troisième homme Prendre à pat	←	↓	Il dirige la chasse	→						Bonne, elle perce lon	→		
↓						imitation de marbre	→				Cylindre de projection	→	

PÉTROLE

Les prix du Brent stable à plus de 81 dollars

Les prix du pétrole restaient stables vendredi, après leur hausse de la veille. Vers 10H20 GMT (11H20 à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prenait 0,01% à 81,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, gagnait 0,18% à 76,36 dollars. La veille, les deux références du brut avaient enregistré leur plus forte hausse en une séance depuis un mois. Les gains du brut restaient cependant plafonnés vendredi par la publication la veille en Chine de l'indice des prix à la consommation (CPI) en janvier, principale jauge de l'inflation.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 11 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

NADIR LARBAOUI,
PREMIER MINISTRE

«Le Président Tebboune, déterminé à mener une réforme globale de l'État»

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a déclaré que le Président de la République avait la ferme volonté de mettre en œuvre une réforme globale de l'État. Dans son allocution, il a précisé que cette cérémonie de remise des diplômes de la 52ème promotion de l'École nationale d'administration intervient au moment où notre pays, sous la direction du président de la République Abdelmadjid Tebboune, incarne son choix stratégique d'accélérer sa transformation économique et sociale, en s'appuyant sur les compétences de ses citoyens et son capital humain. Le Premier ministre a également souligné que le chef de l'État a constamment mis en avant l'importance de prendre soin de manière optimale des ressources humaines, notamment la jeune génération. Nadir Larbaoui a rappelé les décisions prises par le Président Tebboune pour améliorer les conditions professionnelles et sociales des fonctionnaires en renforçant l'équité fiscale, en valorisant les salaires et en révisant les lois fondamentales et les systèmes compensatoires. Pour rappel, cette promotion a été baptisée au nom du défunt Moudjahid le «colonel Youcef El Khatib », dit « Si Hassan », commandant de la wilaya VI historique, et décédé le 26 octobre 2023 à l'âge de 91 ans.

JIJEL

Une première expérience de culture de tournesol

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Jijel œuvre, au titre de l'année 2024, à cultiver 200 hectares en tournesol dans une première expérience dans la wilaya, en matière de culture des oléagineux, apprend-on jeudi dernier de la directrice du secteur, Chanez Zaïdi. Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'application technique pour les agriculteurs sur cette culture, tenue dans une exploitation agricole privée à Béni Ahmed, dans la commune de Kaous, la même responsable a précisé que ce type de culture s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des autorités supérieures du pays visant l'élargissement des cultures stratégiques dont celle des oléagineux. Ces cultures, a-t-elle ajouté, contribuent à la fertilisation du sol et à assurer des fourrages en grandes quantités aux éleveurs ainsi que la matière première pour la production de l'huile de table. Les intervenants au cours de la rencontre ont mis l'accent sur les potentialités de la wilaya de Jijel favorables au développement de ces cultures avec des températures au sol de 6 à 8 degrés et des températures matinales ne dépassant pas les 40 degrés et permettant de pratiquer ces cultures tout au long de l'année outre des besoins en eau limités à 100 mm pour le tournesol depuis sa mise en terre à sa croissance.

RAMADHAN

Diffuser des programmes télévisés ciblés avec des thèmes familiaux

Le ministre de la Communication, Mohamed Laâgab a insisté, vendredi soir, sur l'importance d'améliorer la performance des médias publics et de diffuser des programmes télévisés ciblés avec des thèmes familiaux durant le mois sacré de Ramadhan. Lors d'une soirée de promotion de la grille de programmes de l'Etablissement public de télévision (EPTV) à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHR) d'Ain Benian (Alger), à laquelle a assisté le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Said, M. Laâgab a insisté sur « la nécessité de promouvoir la performance des médias publics en général et de la télévision algérienne en particulier en veillant à la diffusion de produits médiatiques ciblés avec des thèmes familiaux d'autant que le mois de Ramadhan est l'occasion pour les familles de se rassembler autour d'une seule table et d'une seule chaîne ». Rappelant les orientations qu'il avait données lors de sa rencontre avec les directeurs des chaînes télévisées, M. Laâgab a mis en avant la symbolique du slo-

gan « Ramadhan nous réunit » retenu par la Télévision algérienne pour sa prochaine grille de programmes ramadhannesque. Lors de cette soirée de promotion à laquelle ont pris part des directeurs d'établissements médiatiques et des figures artistiques, le ministre de la Communication a affirmé que la diffu-

sion d'une grille de programmes « ciblée » durant le mois de Ramadhan est « l'occasion pour la Télévision algérienne de renforcer sa place tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, d'une part, et pour les artistes, les réalisateurs et les producteurs de se rapprocher davantage du public, d'autre part ».

DIABÈTE ET RAMADHAN

Saïhi insiste sur la sensibilisation du malade

Le ministre de la Santé a procédé, samedi à l'hôtel El Aurassi, à l'ouverture des travaux du 2e congrès de DAR Francophone, centrés autour du thème «Diabète et Ramadhan». Dans une allocution, Abdelhak Saïhi a rappelé les vertus du jeûne et la nécessité pour les diabétiques et hémodialisés de se référer aux recommandations des spécialistes et ne pas se contenter de l'avis d'un imam. Le ministre a évoqué aussi le rôle de l'Etat qui a mis en place le plan d'action du malade notamment en matière d'éducation sanitaire qui comporte des conseils sur l'obésité. Le gouvernement s'appuie, selon lui, sur 7 axes, entre autres la santé, l'orientation et la sensibilisation tout en garantissant la disponibilité des médicaments, l'accompagnement du patient et le renforcement de la formation médicale spécialisée. «C'est une grande responsabilité, particulièrement après la négligence, depuis des années, de l'éducation sanitaire», a soutenu Saïhi. Et d'ajouter : «Le gouvernement a publié une série de textes, imposant aux producteurs de réduire le sucre et le sel, conformément aux normes internationales et encourageant les citoyens à pratiquer des activités sportives». Le ministre a exhorté les spécialistes présents à élaborer des recommandations en faveur des diabétiques durant le Ramadhan.

CARTE DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

Plus de 20 000 inscrits à l'ANAE

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a fait état du dénombrement à ce jour de plus de 20.000 inscrits à l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) pour bénéficier de la carte de l'auto-entrepreneur. Présidant l'ouverture de "la Foire algérienne de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique" à l'Hôtel Sheraton Annaba, le ministre a estimé que cela reflète l'intérêt accordé par les jeunes pour cette ini-

tiative et ajoutant que leur nombre pourraient atteindre 300.000 inscrits à la fin de l'année en cours. Il est à rappeler que l'opération d'inscription pour l'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur a été lancée le 20 janvier dernier. Les règles et conditions relatives à l'exercice de l'activité de l'auto-entrepreneur ont été fixées par la loi n 22-23 du 18 décembre 2022 portant statut de l'auto-entrepreneur. Cette loi qui a été suivie par la publication sur le Journal officiel (JO n37) de deux décrets exécutifs da-

tés du 25 mai 2023: n 196-23, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) ainsi que le décret n 197-23 fixant la liste des activités éligibles au statut de l'auto-entrepreneur, au nombre de 1300, et les modalités d'inscription au registre nationale de l'auto-entrepreneur. Le statut de l'auto-entrepreneur ouvre droit à de nombreux avantages, notamment l'exemption de l'obligation de disposer d'un local et de s'inscrire au registre du commerce, la possibilité

d'ouvrir un compte bancaire, ainsi qu'un régime fiscal préférentiel, étant soumis au régime d'impôt forfaitaire unique (IFU) avec un taux de 0,5% du chiffre d'affaires, prévu dans la loi de finance 2024, mais aussi une couverture sociale. Afin de s'inscrire au registre national de l'auto-entrepreneur, il suffit de déposer une demande auprès de l'ANAE à travers sa plateforme numérique.

S R.

LOGISTIQUE

Près de 62% des acteurs internationaux prévoient d'investir en Afrique en 2024

L'intérêt grandissant des opérateurs logistiques internationaux pour l'Afrique intervient alors que le continent est le théâtre d'une compétition féroce entre les grandes puissances économiques mondiales qui s'efforcent d'y augmenter leur engagement et leurs investissements. 61,6% des acteurs internationaux du secteur de la logistique envisagent d'investir en Afrique cette année, malgré la persistance des incertitudes macroéconomiques et des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, selon un rapport publié le mardi 6 février 2024 par le groupe logistique koweïtien Agility et le cabinet de recherche spécialisé Transport

Intelligence. Intitulé « Agility Emerging Markets Logistics index 2024 », le rapport comprend une enquête réalisée auprès de 830 dirigeants d'entreprises logistiques internationales. 47,4% des répondants précisent qu'ils comptent réaliser des investissements supplémentaires en Afrique où ils sont déjà présents alors que 14,2% prévoient de réaliser leur premier investissement sur le continent. 31,8% des sondés déclarent par ailleurs que leur stratégie d'investissement et d'expansion en Afrique restera inchangée, et 6,6% envisagent de se retirer ou de réduire leurs activités sur certains marchés africains. Le rapport précise que cet intérêt grandissant des opérateurs logistiques internationaux

pour l'Afrique intervient au moment où le continent est le théâtre d'une compétition féroce entre les grandes puissances économiques mondiales qui s'efforcent d'y augmenter leur engagement et leurs investissements. L'Afrique est l'une des régions qui ont connu les taux de croissance les plus élevés du transport maritime par conteneurs en 2023. Les importations conteneurisées dans des pays africains ont augmenté de 6,7% au cours des sept premiers mois de 2023 comparativement à la même période en 2022 et de 10,1% par rapport à la même période en 2019, selon les données de la société de courtage maritime Broker.

Agence